

**GENSHAGENER PAPIERE**

N° 8 - NOVEMBRE 2011

L'immigration et l'intégration  
en France, en Allemagne et en Europe  
*Une enquête d'opinion franco-allemande  
dans le cadre du Forum de Genshagen*

Stiftung Genshagen et  
Institut Montaigne (éd.)

INSTITUT  
MONTAIGNE



Stiftung **G**enshagen

## Mentions légales

### Editeurs

Stiftung Genshagen  
Im Schloss  
D-14974 Genshagen

Institut Montaigne  
38, rue Jean Mermoz  
F-75008 Paris

Tel. : + 49 (0)3378-805931  
Fax : + 49 (0)3378-870013

Tel. : +33 (0)1 58 18 39 29  
Fax. : +33 (0)1 58 18 39 28

### Réalisation de l'enquête

dimap communications en coopération avec dimap (en Allemagne)  
et Harris Interactive (en France)

### Rédaction

Barbara Gundelach, dimap communications et Reinhard Rudat, dimap

### Responsable graphique

Nina Henke

### Internet

[www.stiftung-genshagen.de](http://www.stiftung-genshagen.de)  
[institut@stiftung-genshagen.de](mailto:institut@stiftung-genshagen.de)

[www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)  
[info@institutmontaigne.org](mailto:info@institutmontaigne.org)

### Soutiens et partenaires du *Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand*



Robert Bosch Stiftung

EADS



Partenaire média : **DIE ZEIT**

*Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être copié ou reproduit de façon partielle ou intégrale sans l'autorisation écrite et préalable de la Fondation Genshagen et de l'Institut Montaigne.*

© Stiftung Genshagen / Institut Montaigne, 2011



## Préface

L'Europe est à un tournant de son histoire. Face aux défis les plus urgents auxquels elle est confrontée du fait de la crise économique et financière, elle doit apporter des réponses aussi fortes qu'immédiates. En cette période critique, elle a plus que jamais besoin du couple franco-allemand et de sa capacité d'entraînement pour poursuivre ses avancées. Certes, les relations bilatérales entre l'Allemagne et la France sont profondes et privilégiées. Pour autant, on ne doit pas les tenir pour acquises. C'est un capital de coopération qu'il convient d'entretenir au prix d'un effort permanent.

C'est dans ce but que la Fondation Genshagen a, en 2010, initié un projet nouveau : le *Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand*. Celui-ci réunit une fois par an des représentants français et allemands issus des milieux politique, diplomatique, économique, scientifique, culturel et des médias, au Château de Genshagen afin d'échanger sur un sujet d'actualité européen. Le *Forum de Genshagen* est une plateforme interdisciplinaire, non-partisane et indépendante, dont l'objectif est double : accroître la visibilité et renforcer le dialogue franco-allemand d'une part, donner une nouvelle impulsion aux discussions sur l'avenir de l'Europe dans nos deux pays, d'autre part.

L'édition 2011 du *Forum de Genshagen* intitulée « Flux migratoires et intégration : défis nationaux, enjeu européen », est le fruit d'un projet de coopération entre la Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne. Elle était consacrée à une question majeure pour l'avenir de l'Europe : l'immigration et l'intégration. Pour nourrir la réflexion sur ces questions et l'enrichir du point de vue des citoyens allemands et français, une enquête d'opinion a été réalisée parallèlement dans nos deux pays, dont les résultats sont présentés dans cette publication.

La première partie de cette enquête interroge les Français et les Allemands sur leur vision des relations franco-allemandes dans le contexte européen. La seconde porte sur le thème de l'édition 2011 du *Forum de Genshagen* : sur quelles politiques faut-il concentrer l'effort en priorité pour améliorer le processus d'intégration dans nos pays ? Comment concilier les objectifs de cohésion sociale, d'attractivité du marché européen de l'emploi et de solidarité internationale ? Quelle plus-value une européanisation de la politique d'immigration pourrait-elle apporter ? Quels défis soulève-t-elle ? Autant de questions qui ne déterminent pas seulement la façon dont évolueront nos sociétés, mais également l'avenir de l'Union européenne.

Un sondage sera désormais réalisé chaque année à l'occasion du *Forum de Genshagen*. Les questions relatives à la perception de l'état des relations franco-allemandes en Europe resteront inchangées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution des mentalités. La seconde partie du sondage portera sur les thématiques propres à chaque *Forum de Genshagen* et variera par conséquent d'une année sur l'autre.

Nous vous en souhaitons bonne lecture et nous réjouissons de vos réactions.



Martin Koopmann  
Directeur exécutif  
Fondation Genshagen



Laurent Bigorgne  
Directeur  
Institut Montaigne

## Synthèse des résultats de l'enquête

L'afflux de migrants en provenance du Maghreb ou encore les prises de position concernant la réintroduction du contrôle aux frontières au sein de l'espace Schengen ont relancé le débat public sur l'immigration et les politiques d'intégration en France comme en Allemagne. Cette actualité a également souligné les difficultés et les contradictions des politiques nationale et communautaire en matière d'immigration et d'asile.

Que pensent les citoyens français et allemands des processus d'intégration des personnes immigrées à l'œuvre dans leur pays ? Quels sont selon eux les principaux obstacles à une meilleure intégration de ces populations ? Se prononcent-ils pour davantage d'action à l'échelle européenne en matière de politique d'immigration ? Ces réponses reflètent-elles un mouvement de repli national ou appellent-elles à une plus grande harmonisation des politiques d'immigration en Europe ?

L'enquête d'opinion commandée par la Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne révèle des différences importantes entre nos deux pays, non seulement dans le regard que portent les Français et les Allemands sur les populations immigrées et les mécanismes nécessaires à leur accueil et à leur intégration, mais également dans l'approche de l'immigration et des politiques migratoires dans leur dimension européenne.

Dans l'ensemble, les Allemands sont plus satisfaits des résultats de l'intégration que les Français. 42% des Allemands interrogés considèrent que l'intégration des personnes immigrées fonctionne plutôt bien en Allemagne, alors que seulement 19% des Français interrogés sont de cet avis pour leur propre pays. Notons également que seuls 9% des Allemands considèrent que l'intégration des personnes immigrées fonctionne très mal en Allemagne contre 31% des Français interrogés. En revanche, pour un Allemand sur deux « le manque de volonté des populations immigrées » est l'un des principaux obstacles freinant l'intégration des immigrés au sein de la société tandis que cette réponse n'a été retenue que par 39% des Français interrogés.

Sur quoi faut-il faire porter l'effort en priorité pour améliorer le processus d'intégration dans nos pays ? Une grande importance est donnée en Allemagne à l'apprentissage de la langue (60%), tandis que les personnes interrogées en France privilégient la connaissance des lois et des traditions du pays d'accueil (44%). Modèle allemand de la « culture dominante » (*Leitkultur*) d'un côté, modèle républicain de l'autre ? Dans les deux pays, plus le niveau d'études des personnes interrogées est élevé, plus la nécessité d'améliorer l'intégration scolaire des populations immigrées est mise en avant. Par ailleurs, un Allemand sur quatre et un Français sur trois sont convaincus que leur pays n'a pas besoin d'immigration. Cette opinion est surtout répandue chez les personnes plus âgées et à faible niveau d'études.

En revanche, pour une nette majorité des enquêtés, la France et l'Allemagne sont des pays d'immigration. Français et Allemands affirment de manière unanime que la diversité culturelle et la responsabilité humanitaire constituent les arguments les plus importants en faveur de l'immigration. Cependant, les enjeux propres aux contextes nationaux – par exemple le poids du vieillissement démographique en Allemagne ou encore les difficultés d'accès au marché du travail en France – se reflètent dans les résultats de l'enquête. Ainsi l'immigration est-elle davantage perçue par les personnes interrogées en Allemagne comme une réponse au manque de main d'œuvre qualifiée et comme un facteur d'équilibre des systèmes sociaux.

En outre, quel échelon est le plus pertinent aux yeux des Français et des Allemands pour faire face aux enjeux de l'immigration ? 50% des Allemands se prononcent en faveur de compétences communautaires renforcées en matière de politique d'immigration, contre 45% des Français qui estiment que la politique d'immigration devrait plutôt être du ressort de l'Union européenne.

\* \* \*

A cette occasion, la Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne ont également interrogé des échantillons représentatifs des populations allemande et française au sujet de la relation franco-allemande.

La France et l'Allemagne sont citées par 75% des Allemands et 80% des Français comme étant les principaux partenaires l'un pour l'autre au sein de l'Union européenne. Les Français et les Allemands divergent cependant sur l'avenir de l'Union européenne. Alors que les Allemands sont très partagés sur la question de la répartition future des pouvoirs entre le niveau communautaire et celui des États membres au sein de l'Union, une majorité relative des Français (40%) se prononcent en faveur du maintien du *statu quo* actuel. Dans les deux pays, ce sont surtout les jeunes dont le niveau d'études et le revenu mensuel sont élevés, ainsi que les générations de l'après-guerre, contemporaines des débuts de la construction européenne, qui souhaitent un approfondissement de l'intégration européenne.

## Remarques préliminaires

À la demande de la Fondation Genshagen et de l'Institut Montaigne, dimap communications (Berlin), société de conseil en communication et politique au sein du groupe dimap a mené, en collaboration avec l'Institut d'études de marché et d'analyse politique dimap et avec Harris Interactive, une enquête auprès des populations française et allemande.

Dans le cadre de cette enquête, en septembre 2011, les deux agences ont respectivement interrogé, sur la base d'entretiens téléphoniques informatisés (méthodes CATI), un échantillon représentatif de 1000 personnes sur leur opinion concernant la construction européenne et les problématiques de l'intégration et de l'immigration en France et en Allemagne.

L'enquête et ses résultats peuvent être considérés comme représentatifs de la population française et allemande. La marge d'erreur statistique maximale est de + / - 1.8%.

## Sommaire

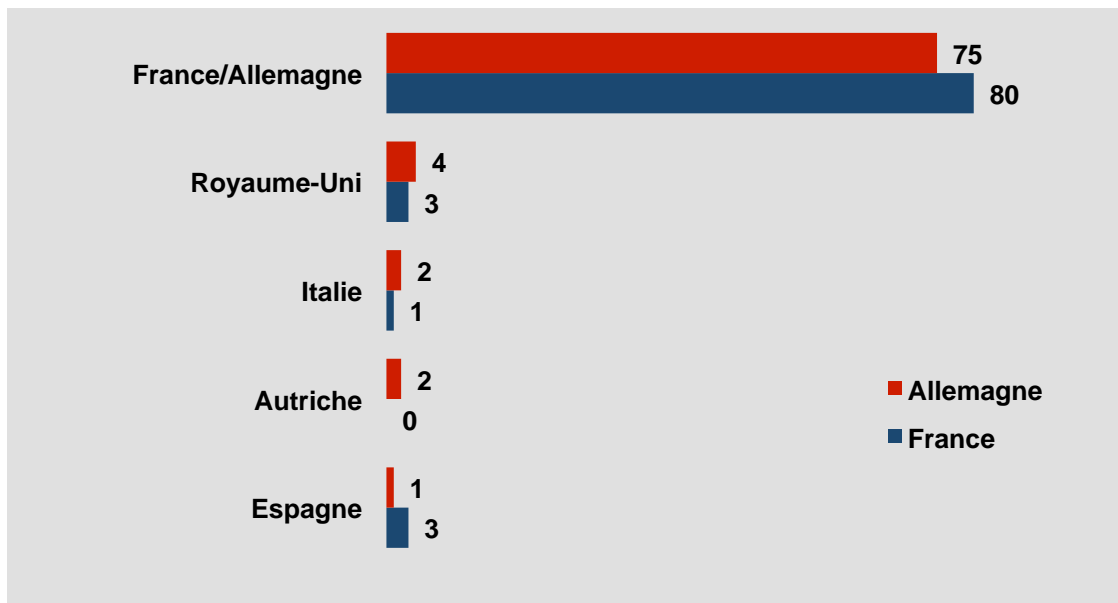
|  |           |
|--|-----------|
| Préface  | 3         |
| Synthèse des résultats de l'enquête  | 4         |
| Remarques préliminaires  | 6         |
| <br>   |           |
| <b>1. Les relations franco-allemandes et l'avenir de l'Union européenne</b>          | <b>8</b>  |
| 1.1 Le partenaire le plus important au sein de l'Union européenne                    | 8         |
| 1.2 L'importance des relations franco-allemandes pour l'avenir de l'Union européenne | 9         |
| 1.3 L'état actuel des relations franco-allemandes                                    | 10        |
| 1.4 L'avenir de l'Union européenne   | 11        |
| <br>   |           |
| <b>2. L'immigration et l'intégration en France, en Allemagne et en Europe</b>        | <b>15</b> |
| 2.1 Bilan général du processus d'intégration   | 15        |
| 2.2 Les obstacles à une réussite de l'intégration                                    | 17        |
| 2.3 Les mesures susceptibles de favoriser l'intégration des immigrants               | 21        |
| 2.4 La France et l'Allemagne profitent-elles de l'immigration ?                      | 25        |
| 2.5 La politique d'immigration : un ressort de l'Union ou des États?                 | 32        |
| <br>   |           |
| <b>3. Méthodologie et questionnaire</b>  | <b>34</b> |
| 3.1 Méthodologie   | 34        |
| 3.2 Questionnaire  | 34        |
| 3.3 Filtres statistiques   | 36        |
| <br>   |           |
| À propos de la Fondation Genshagen   | 38        |
| À propos de l'Institut Montaigne   | 39        |
| À propos de dimap communications   | 40        |

## 1. Les relations franco-allemandes et l'avenir de l'Union européenne

### 1.1 Le partenaire le plus important au sein de l'Union européenne

Pour une large majorité des enquêtés, l'Allemagne et la France sont citées respectivement comme partenaire principal l'une pour l'autre au sein de l'Union européenne. Trois Allemands sur quatre, et quatre Français sur cinq s'expriment en ce sens.

*« Selon vous, quel pays dans l'Union européenne est le partenaire le plus important de la France / de l'Allemagne ? »*



*Données en pourcentages*

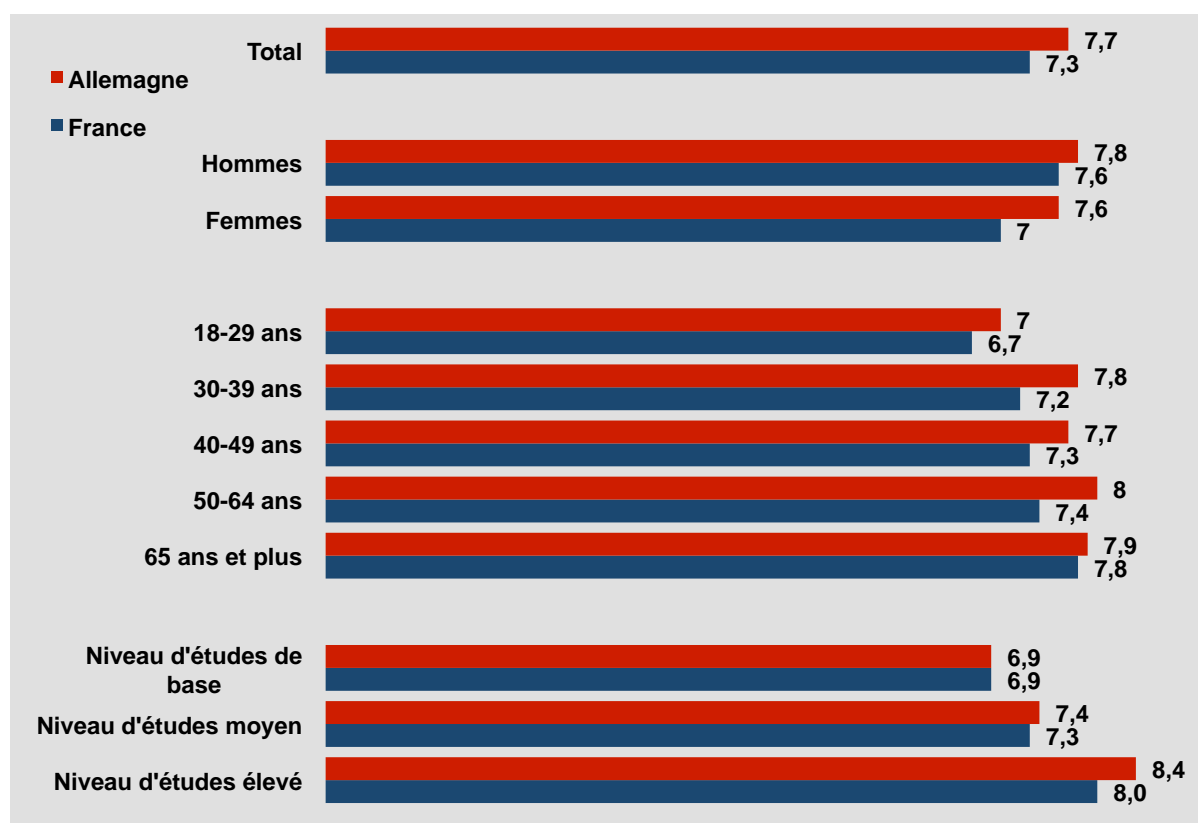
Le Royaume-Uni, dont l'importance aussi bien en matière économique que politique est pourtant considérable, n'est que très peu cité (3-4% des réponses aussi bien en Allemagne qu'en France). Certains autres pays ont été cités (Italie, Autriche, Espagne), mais de façon très marginale.

## 1.2 L'importance des relations franco-allemandes pour l'avenir de l'Union européenne

Dans chacun des deux pays, tous groupes de population et toutes appartenances partisanes confondus, l'importance fondamentale que la France joue pour l'Allemagne, et inversement, est reconnue.

Aux yeux des personnes interrogées, les relations bilatérales entre la France et l'Allemagne ne sont pas seulement centrales. Elles sont également d'une importance cruciale pour l'avenir de l'Union européenne. Sur une échelle de 1 (« pas du tout importantes ») à 10 (« très importantes »), le rôle des relations franco-allemandes est estimé à 7,3 en France et à 7,7 en Allemagne.

*« Donnez une note entre 1 et 10 pour indiquer l'importance que vous accordez aux relations franco-allemandes pour l'avenir de l'Union européenne »*



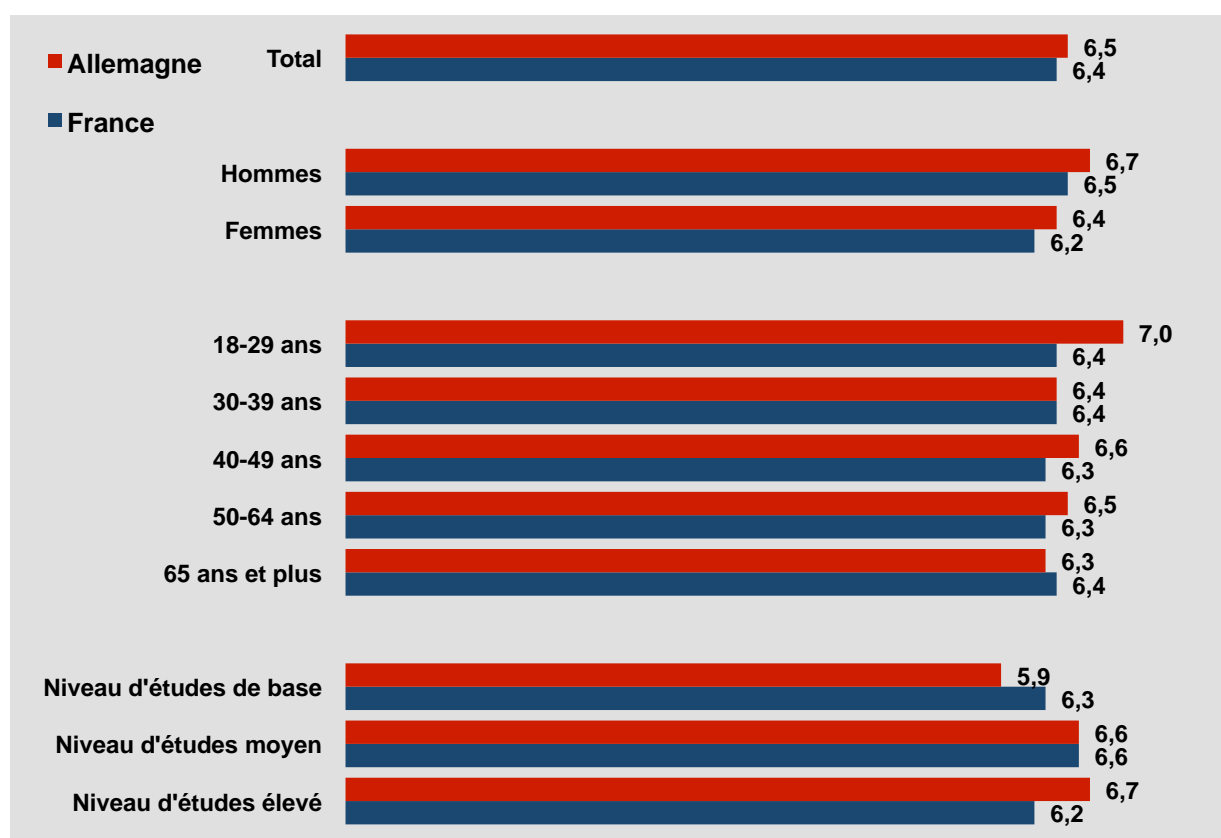
*Moyenne sur une échelle de 1 = « pas du tout importantes » à 10 = « très importantes »*

Le niveau d'études formel est un facteur important pour la réponse à cette question. Plus il est élevé, plus grande est l'importance accordée aux relations franco-allemandes. En Allemagne, sur une échelle allant de 1 à 10, les personnes interrogées ayant un niveau d'études dit « de base » notent à hauteur de 6,9 l'importance des relations franco-allemandes, contre 8,4 pour celles qui jouissent d'un niveau de formation élevé. En France, les résultats correspondants sont respectivement de 6,9 et de 8,0.

### 1.3 L'état actuel des relations franco-allemandes

Dans chacun des deux pays, les personnes interrogées portent majoritairement un regard positif sur le fonctionnement actuel de la relation franco-allemande.

*« Donnez une note entre 1 et 10 pour indiquer l'état actuel, selon vous, des relations franco-allemandes »*



Moyenne sur une échelle de 1 = « très mauvaises » à 10 = « très bonnes »

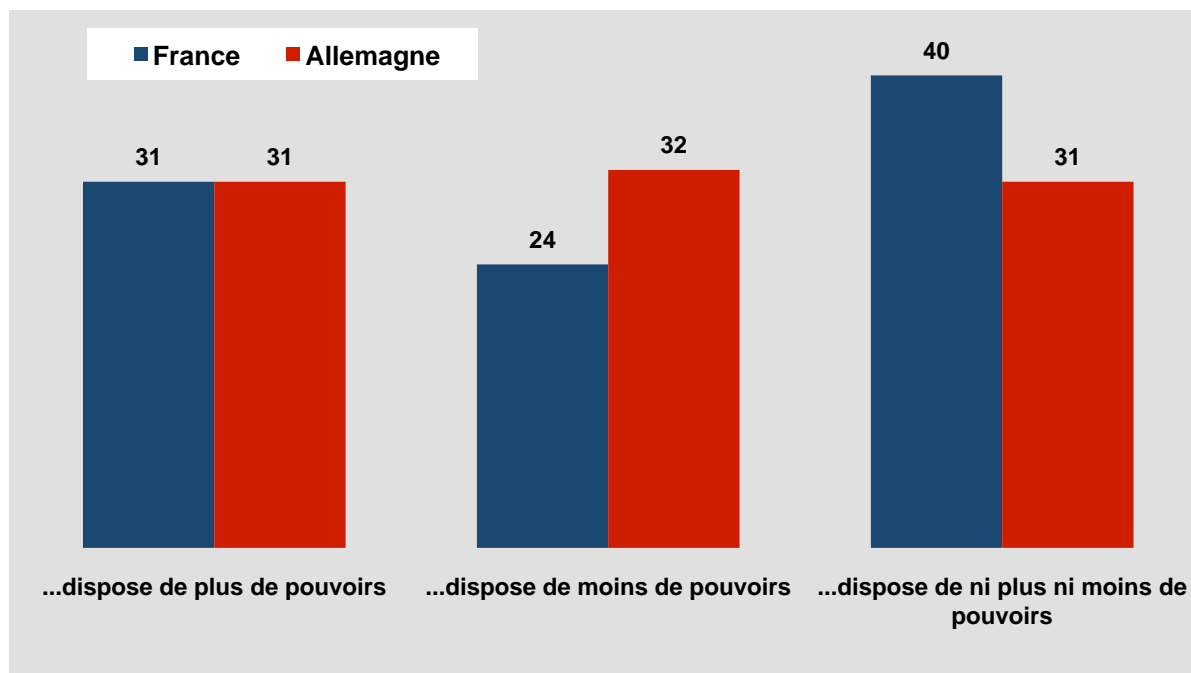
Sur une échelle de 1 (« très mauvaises ») à 10 (« très bonnes »), les relations entre la France et l'Allemagne sont estimées à une moyenne de 6,5 et 6,4 dans chacun des deux pays. Sur ce point, on ne constate pas de divergence notable entre les deux populations.

#### 1. 4. L'avenir de l'Union européenne

L'évolution de l'Union européenne s'est toujours accompagnée d'un débat sur l'importance du transfert des compétences des États membres vers l'échelon communautaire, d'une part, et d'un débat sur la question des pouvoirs conservés par les États-nations, d'autre part. En France et en Allemagne, les avis sur cette question sont très partagés et sensiblement distincts.

Trois Français sur dix plaident en faveur d'un transfert de compétences renforcé vers Bruxelles tandis qu'une personne sur quatre est d'avis que les États-nations devraient retrouver plus de compétences décisionnelles. Une moyenne relative de 40% juge en revanche que la répartition actuelle des pouvoirs entre Union européenne et États membres est satisfaisante pour l'avenir de la construction européenne.

« *Souhaitez-vous qu'à l'avenir l'Union européenne... ?* »

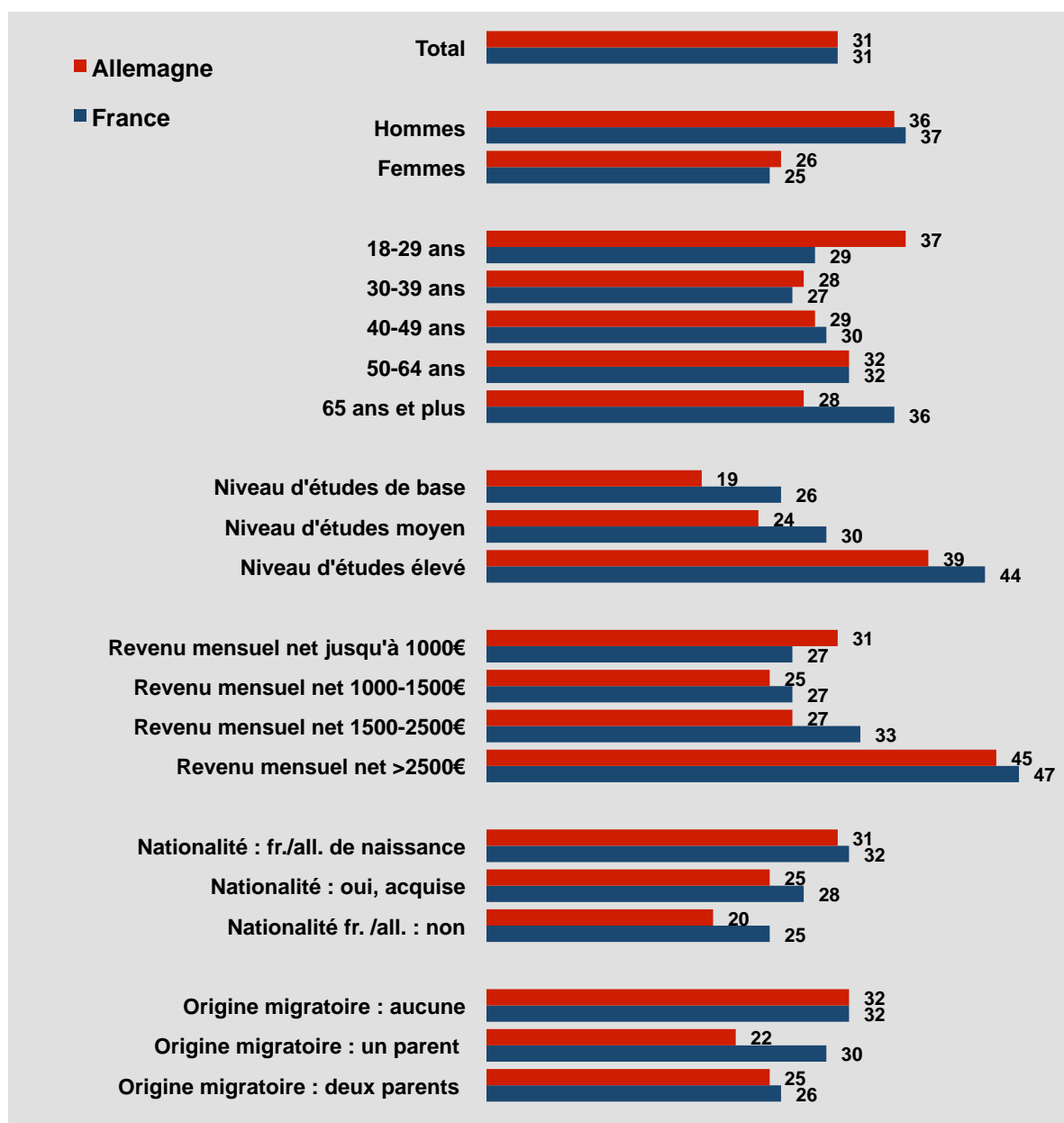


*Données en pourcentages*

En Allemagne, le schéma diffère légèrement. Les trois positions esquissées sont partagées respectivement par 30% de la population. Un tiers des répondants allemands considèrent que l'Union européenne devrait disposer de davantage de pouvoirs. Ils sont cependant un tiers contre seulement un quart en France à souhaiter une diminution des compétences de Bruxelles.

Dans chacun des deux pays, le soutien en faveur d'un renforcement des compétences de l'Union européenne est d'autant plus prononcé que le niveau d'études est élevé. En Allemagne, 19% des personnes dotées de qualifications scolaires dites de base s'expriment en faveur d'un transfert des pouvoirs vers Bruxelles, tandis que 39% des personnes à qualification élevée partagent cet avis. En France, les résultats correspondants sont respectivement de 26% et 44%.

« L'Union européenne devrait disposer à l'avenir de plus de pouvoirs »

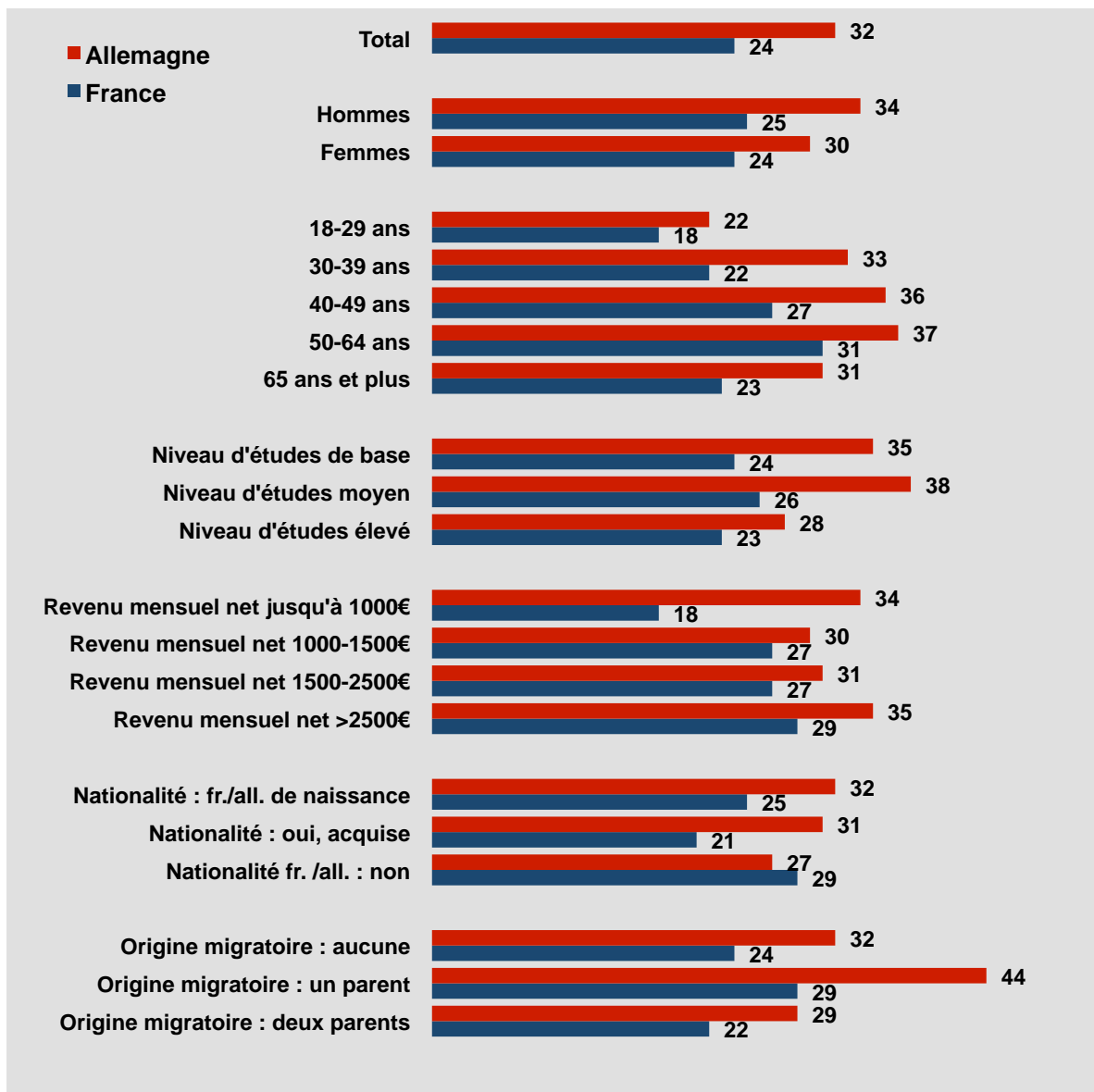


Données en pourcentages

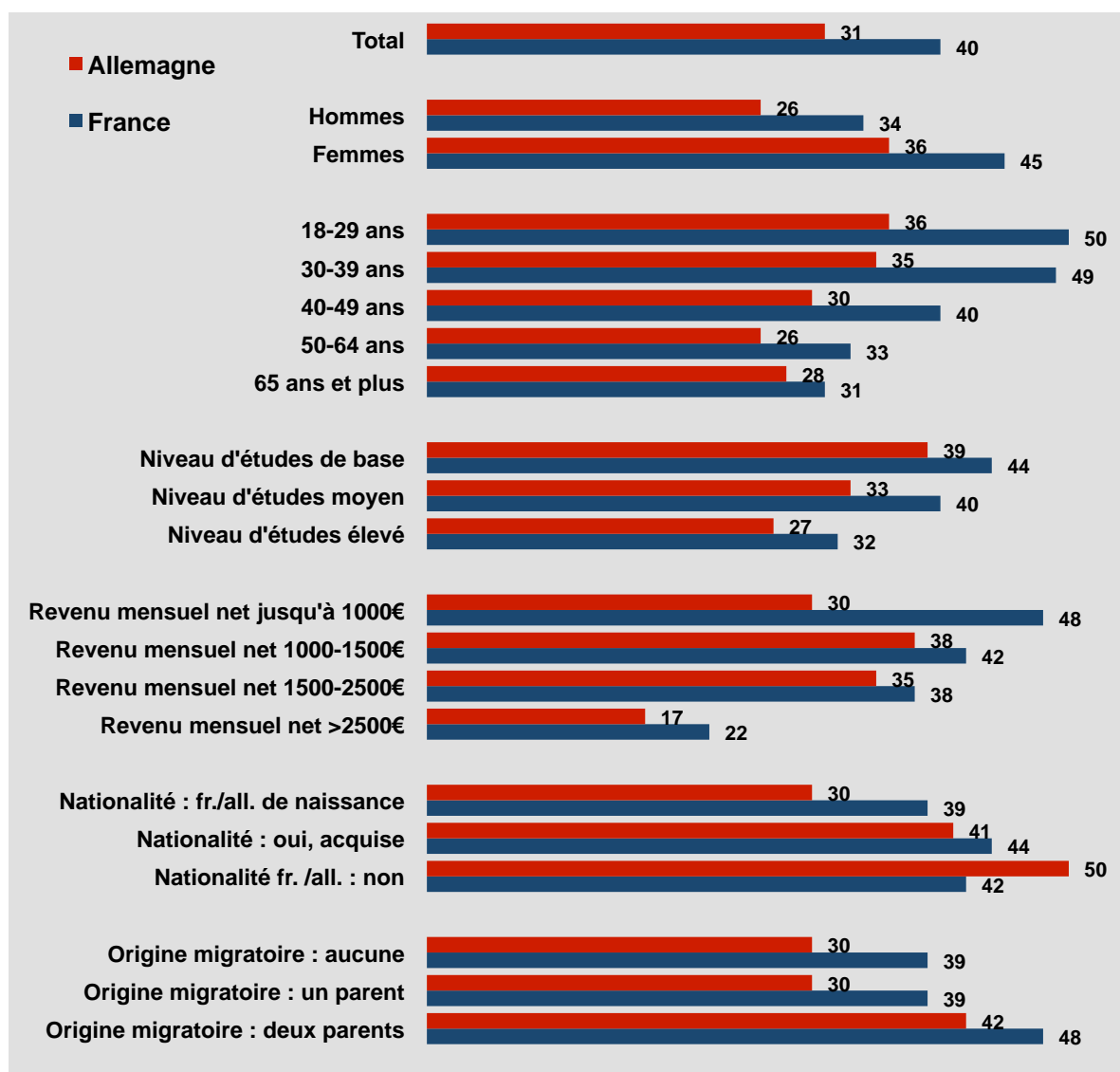
### *Influence de la nationalité*

Dans les deux pays, près d'un tiers des citoyens détenteurs d'un passeport français ou allemand dès leur naissance s'exprime en faveur d'un élargissement des compétences communautaires. Les personnes ayant ultérieurement obtenu l'une ou l'autre des nationalités se montrent plus réservées sur la question, tandis que les étrangers, en France comme en Allemagne, sont les plus sceptiques à l'égard d'un éventuel renforcement des compétences de Bruxelles.

« L'Union européenne devrait disposer à l'avenir de moins de pouvoirs »



Données en pourcentages

« L'Union européenne devrait disposer à l'avenir de *ni plus ni moins de pouvoirs* »

Données en pourcentages

### Influence de l'appartenance politique

En France, une augmentation du pouvoir décisionnel de l'Union européenne est fortement exclue par les personnes situées aux extrêmes de l'échiquier politique. Seuls 18% des partisans du Front national y sont favorables. Les sympathisants de l'extrême gauche ne sont que 11% à partager cet avis.

En Allemagne, les opinions des électeurs de la CDU-CSU, du SPD, des Verts et du FDP sont très partagées et relativement proches sur la question de la répartition des pouvoirs au sein de l'Union européenne. Une majorité relative des sympathisants des Verts et du FDP (39% et 35%) se prononcent en faveur de pouvoirs renforcés de l'Union européenne. Les électeurs du SPD et de la CDU-CSU sont encore plus partagés : entre 32% et 34% d'entre eux souhaitent respectivement maintenir le statu quo actuel et renforcer l'échelon national. À l'inverse, une nette majorité des sympathisants du parti de gauche die Linke (55%) souhaitent une réduction des compétences communautaires contre 22% pour un renforcement des pouvoirs de l'Union.

## 2. L'immigration et l'intégration en France, en Allemagne et en Europe

### 2.1 Bilan général du processus d'intégration

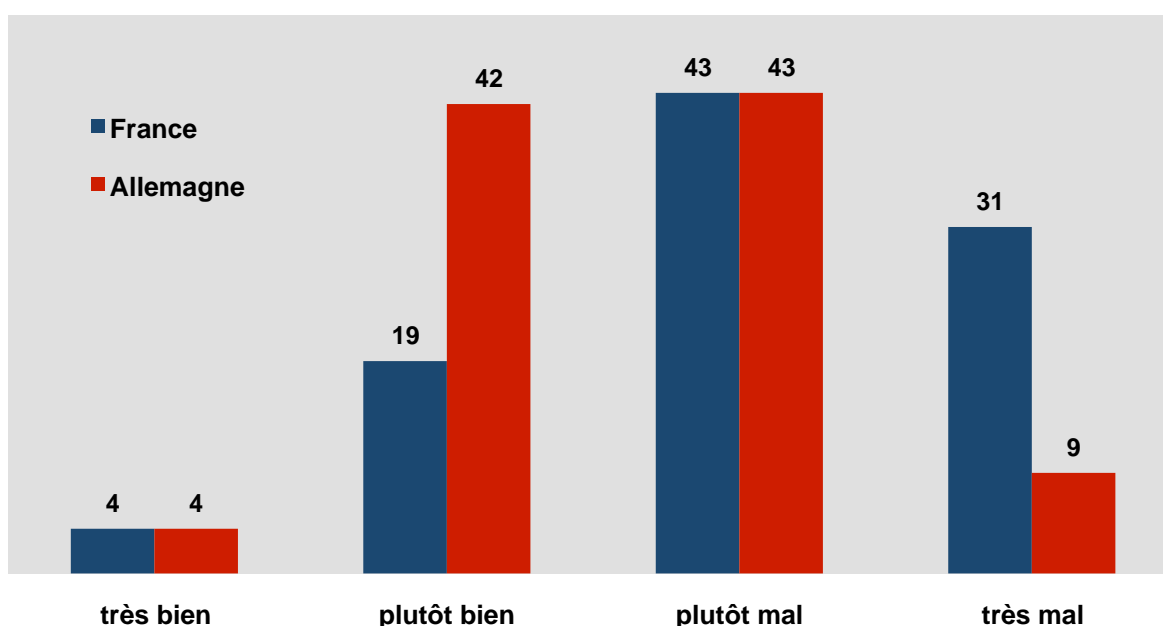
Le processus d'intégration des personnes immigrées arrivant en France et en Allemagne n'est pas considéré comme fonctionnant aussi bien dans chacun des deux pays.

Dans l'ensemble, les Allemands dressent un meilleur bilan de leur processus d'intégration que les Français : près de la moitié (46%) des Allemands interrogés considèrent que l'intégration des personnes immigrées fonctionne « très bien » ou « plutôt bien » dans leur pays alors que 23% seulement des Français interrogés partagent cet avis.

Notons également que 9% seulement des Allemands considèrent que l'intégration des personnes immigrées fonctionne « très mal » en Allemagne alors que 31% des Français interrogés considèrent que c'est le cas dans leur pays.

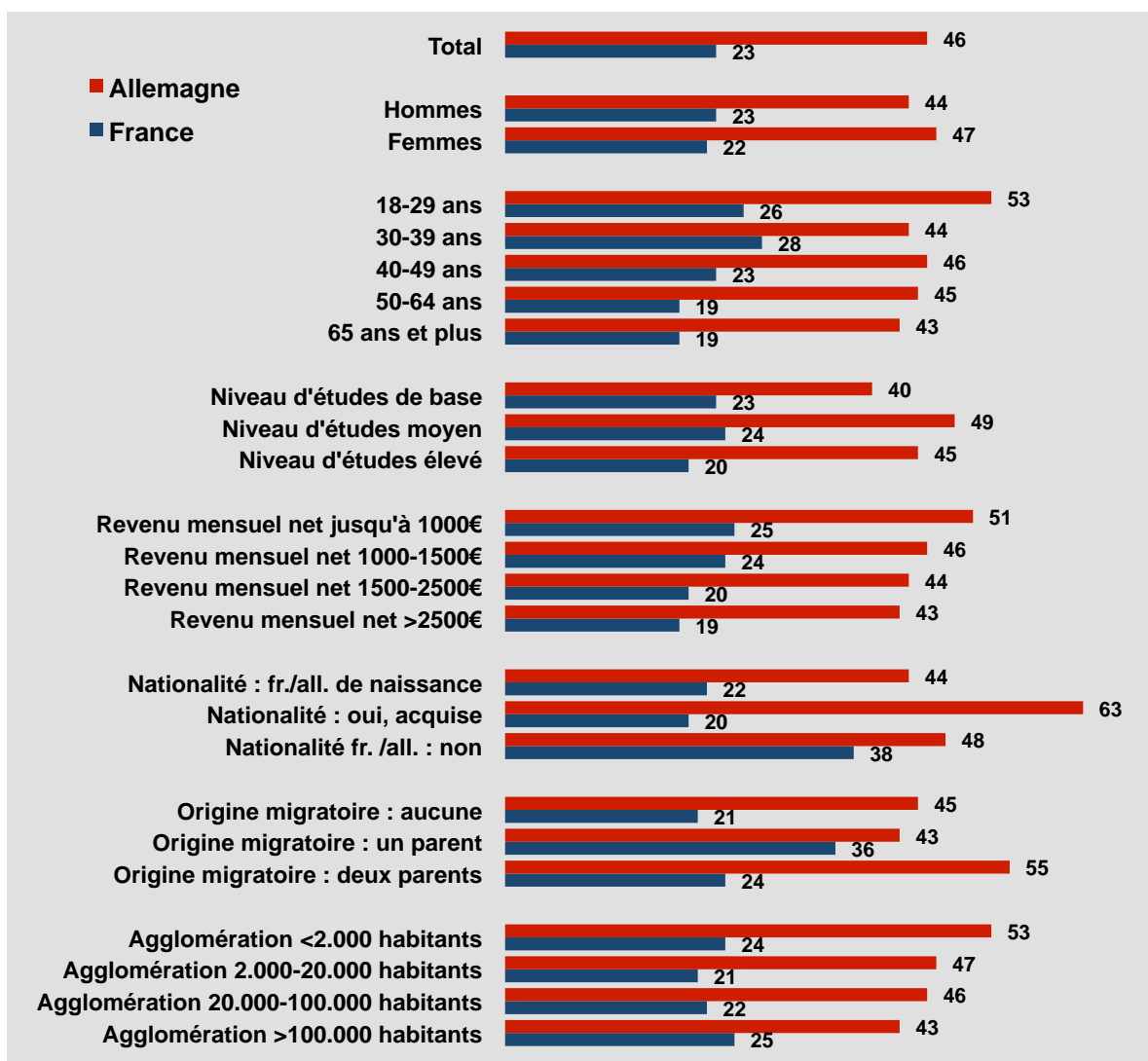
Dans les deux pays, 43% des personnes interrogées considèrent que l'intégration fonctionne « plutôt mal » et seulement 4% estiment qu'elle fonctionne « très bien ».

*« Selon vous, l'intégration des personnes immigrées arrivant aujourd'hui en France / en Allemagne fonctionne-t-elle très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal ? »*



Données en pourcentages

« L'intégration des personnes immigrées arrivant aujourd'hui en France / en Allemagne fonctionne très bien / plutôt bien »



Données en pourcentages

### L'influence de la nationalité et des origines

Parmi les Allemands non-issus de l'immigration, 45% des personnes interrogées estiment que l'intégration se fait de façon positive. Plus de six Allemands sur dix ayant acquis la nationalité sont de cet avis et près de la moitié des étrangers ont un jugement positif.

L'origine des parents est déterminante. 55% des enquêtés dont les deux parents sont originaires d'un autre pays jugent positivement l'intégration en Allemagne, soit dix points de plus que les personnes interrogées ayant deux parents allemands.

En France, le schéma est différent. Seul un cinquième des citoyens français non issus de l'immigration juge le processus d'intégration efficace. Dans le cas où les deux parents sont originaires d'un autre pays, cette part est légèrement plus élevée et atteint 24%. Les plus optimistes sont les personnes issues de couples mixtes : 36% d'entre elles ont une vision positive de l'intégration.

### *L'influence de l'âge*

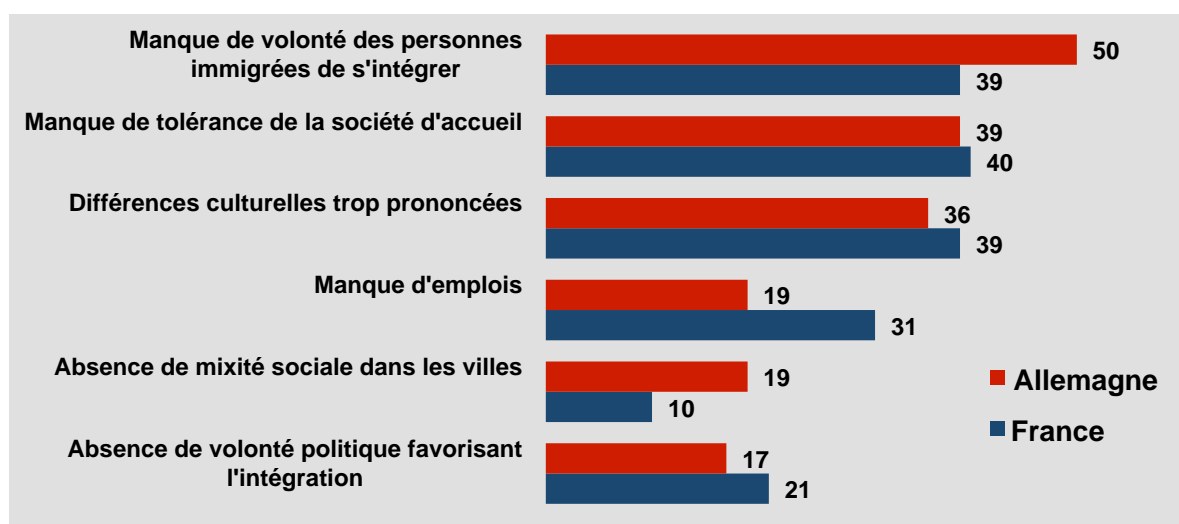
Relevons enfin qu'en France comme en Allemagne, l'écart générationnel entre les 18-29 ans et les plus de 65 ans se reflète dans les appréciations des enquêtés. L'écart est de 10 points entre les jeunes allemands (53%) qui considèrent que l'intégration fonctionne « bien » et « plutôt bien » et les 43% de plus de 65 ans ayant répondu positivement à cette question. En France, cet écart est de 7 points : 26% des jeunes de 18-29 ans contre 19% des plus de 65 ans considèrent que le processus d'intégration fonctionne « bien » et « plutôt bien ».

## 2.2 Les obstacles à une réussite de l'intégration

Selon les précédentes données, les Allemands et surtout les Français portent un regard critique sur le fonctionnement de l'intégration dans leur pays respectif. Allemands comme Français avancent des arguments très proches pour expliquer les difficultés rencontrées.

Pour la moitié des Allemands interrogés, le premier obstacle à l'intégration est le manque de volonté des personnes immigrées de s'intégrer dans la société. Relevons pourtant que près de 40% des enquêtés déplorent un manque de tolérance et d'ouverture de la part de la société allemande et une part presque aussi importante (36%) considère que les différences culturelles, religieuses et de modes de vie entre les Allemands et les immigrés est le principal obstacle à l'intégration de ces derniers.

*« Selon vous, quels sont les principaux obstacles à l'intégration des personnes immigrées dans la société française / allemande ? »*

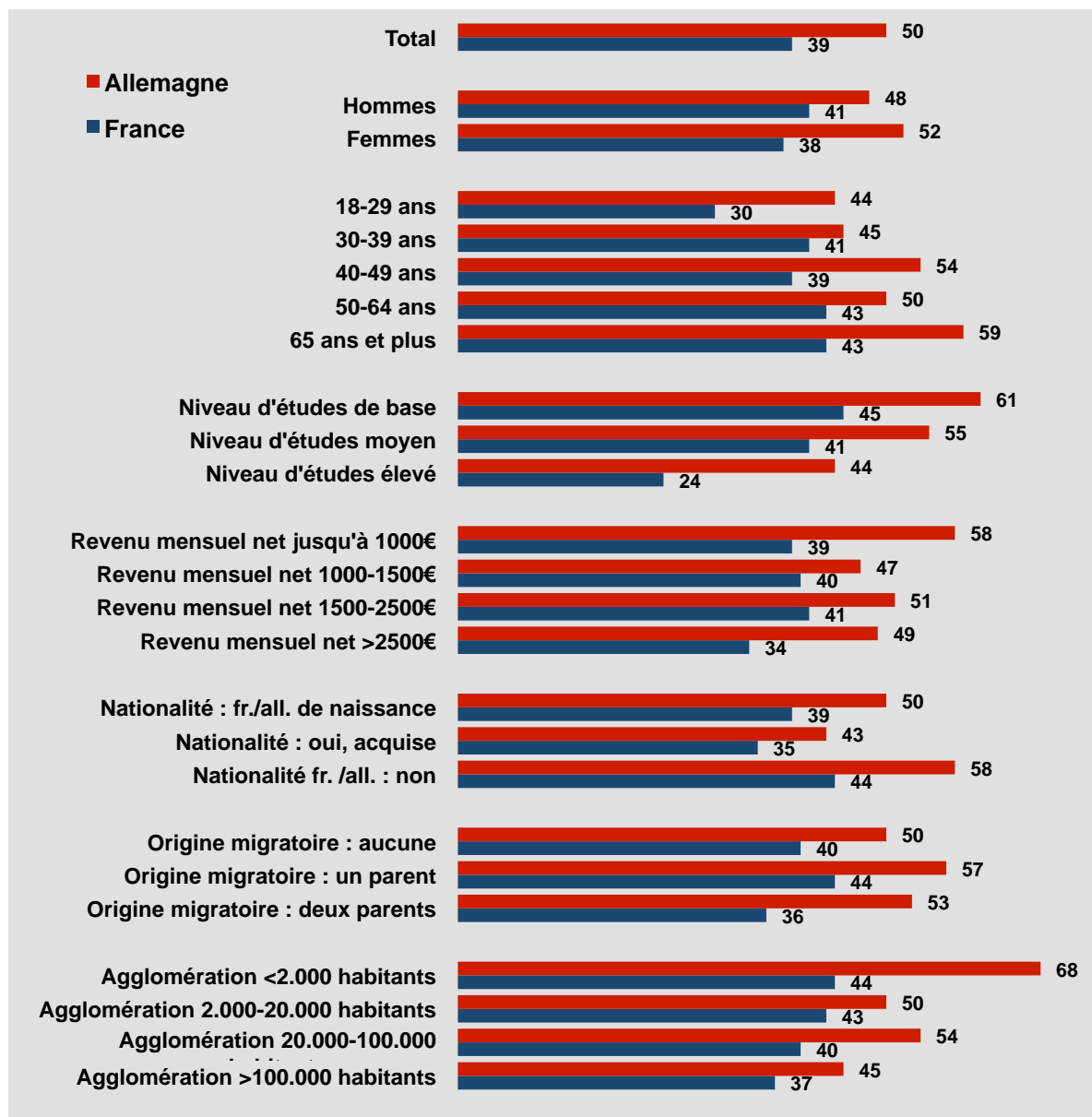


*Données en pourcentages*

Pour les enquêtés français, le manque de volonté des personnes immigrées est nettement moins mentionné, même si les trois mêmes facteurs arrivent en tête. Quatre Français sur dix considèrent que le manque de tolérance de la société d'accueil, le manque de volonté d'intégration et les différences culturelles sont les principaux obstacles à une intégration réussie.

Seul un Allemand sur cinq identifie le manque d'emplois comme un obstacle important à une intégration réussie, alors que plus de 30% des Français mentionnent ce facteur. À l'inverse, le manque de mixité sociale ne semble avoir qu'une importance marginale en France et n'est mentionné que par une personne sur dix. De même, pour les Français comme pour les Allemands, le manque de volonté des responsables politiques n'est qu'un facteur de second plan.

***Facteurs faisant obstacle à une réussite de l'intégration : « Le manque de volonté des personnes immigrées de s'intégrer dans la société »***



*Données en pourcentages*

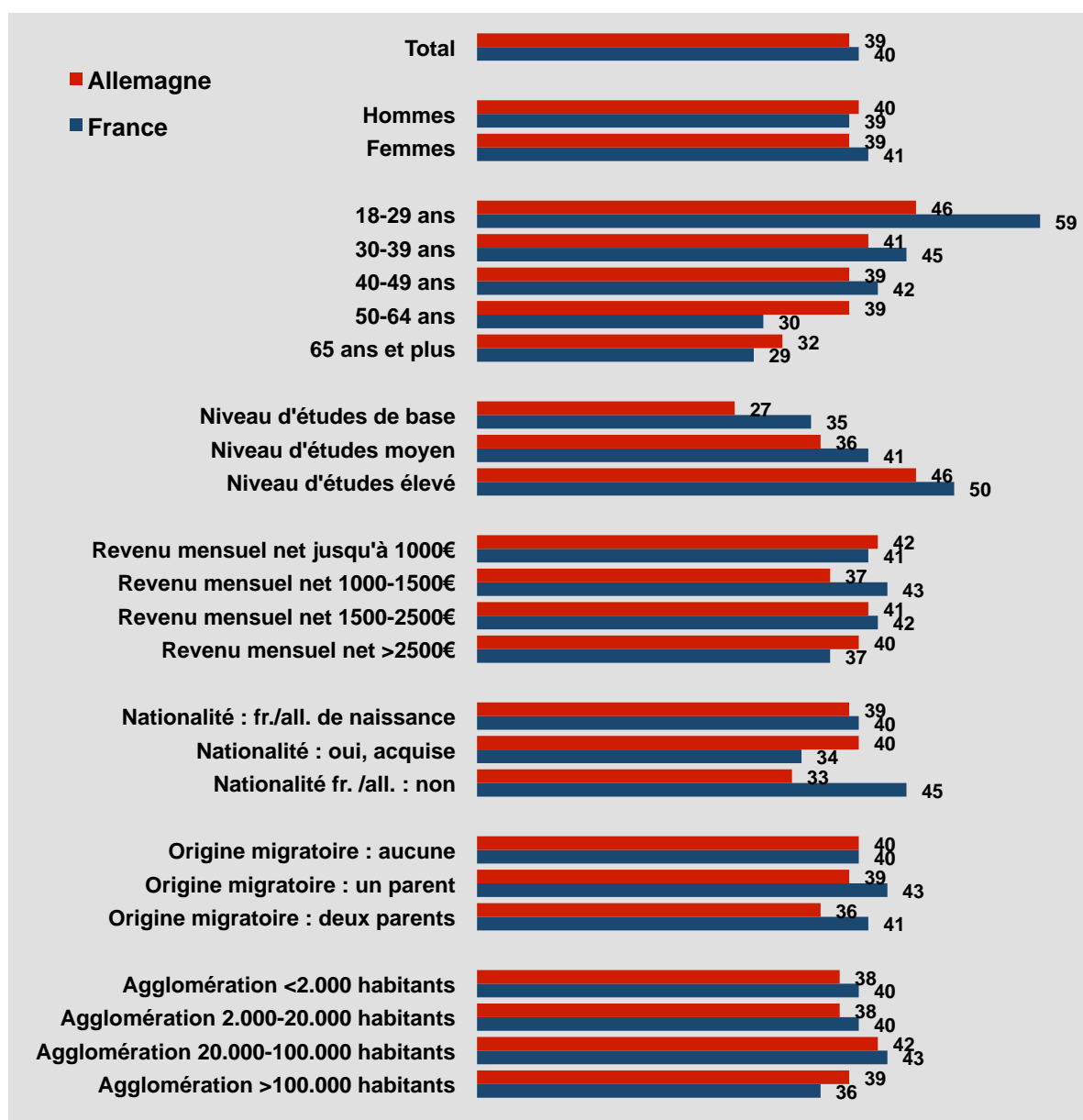
L'âge est un facteur déterminant. En Allemagne, l'argument du manque de volonté de s'intégrer est plus souvent avancé par les personnes d'âge moyen et les personnes âgées (50% et 59%) que par les jeunes de moins de 30 ans (44%). En France, les 18-29 ans le soulignent moins souvent (30%) que ne le font les autres tranches d'âge.

Dans les deux pays, un écart assez fort existe entre les différentes réponses selon le niveau d'études. Plus le niveau de formation est élevé, moins le manque de volonté comme élément explicatif des difficultés du processus d'intégration est avancé.

La taille de l'agglomération dans laquelle les personnes interrogées vivent est également importante, en France comme en Allemagne, puisque les personnes vivant dans des petites communes identifient plus facilement l'argument du manque de volonté des immigrants comme obstacle à l'intégration.

Dans les deux pays, on constate par ailleurs que cet élément d'explication est cité à une fréquence supérieure à la moyenne par les personnes n'ayant pas la nationalité allemande ou française (58% contre 50% en Allemagne, 44% contre 39% en France).

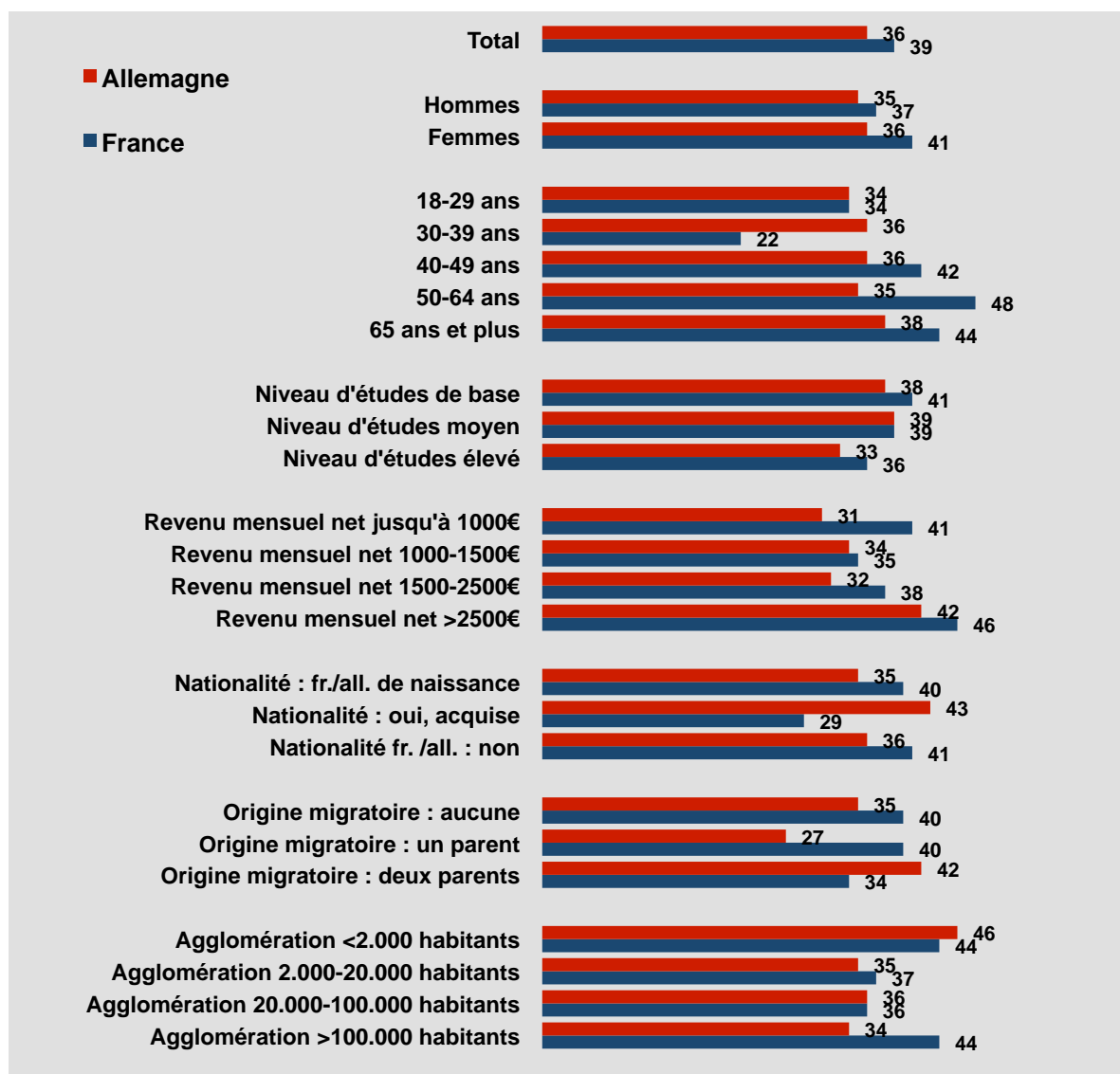
*Facteurs faisant obstacle à une réussite de l'intégration : « Manque de tolérance de la société d'accueil »*



Données en pourcentages

En France le manque de tolérance de la part de la société d'accueil est majoritairement cité par ceux qui ne possèdent pas la nationalité du pays en question (45%). A l'inverse, en Allemagne, seuls 33% des répondants étrangers ont cité ce facteur alors que ceux de nationalité allemande sont près de 40% à identifier cet obstacle.

***Facteurs faisant obstacle à une réussite de l'intégration : « Différences culturelles trop prononcées »***



Données en pourcentages

En France, les générations d'âge moyen et les personnes plus âgées relèvent plus souvent que les 18-40 ans le facteur des différences culturelles pour expliquer les difficultés d'intégration. En Allemagne, on ne constate pas d'écart semblable entre les générations. Le niveau de formation des citoyens ne joue ici quant à lui aucun rôle particulier, ni en France ni en Allemagne.

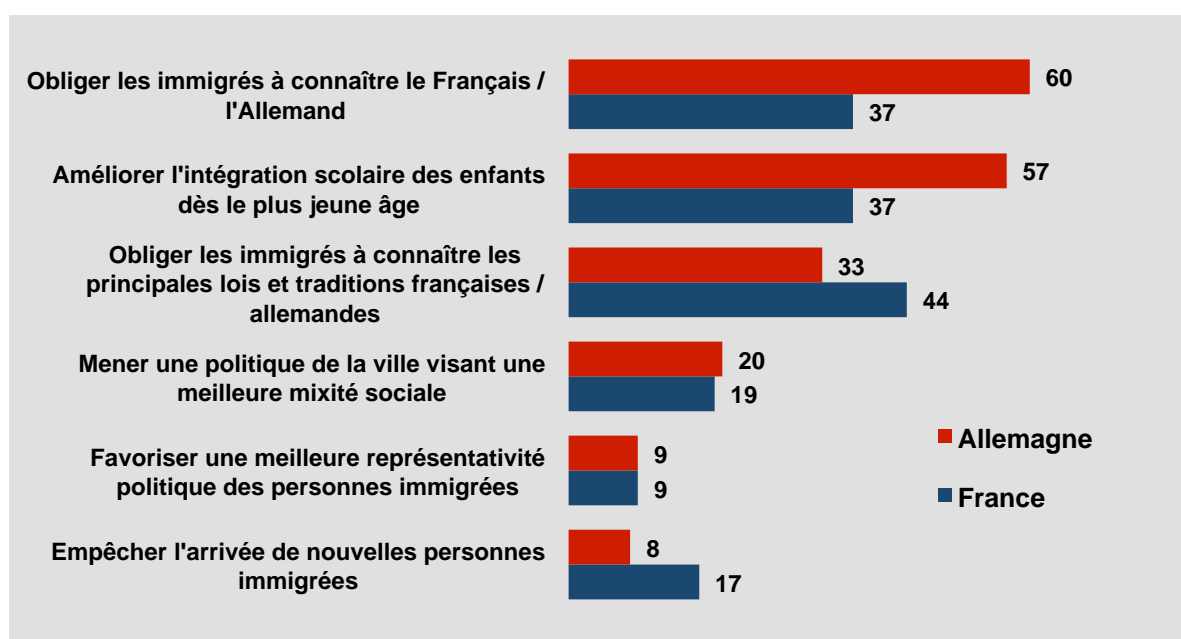
Pour expliquer les difficultés de l'intégration, le facteur culturel joue un rôle moins important aux yeux des Allemands issus de couples mixtes, tandis qu'en France, ce sont les personnes dont les deux parents sont d'origine étrangère pour qui cet élément est plus marginal.

### 2.3 Les mesures susceptibles de favoriser l'intégration des immigrants

Sur la question de mesures permettant de favoriser le processus d'intégration, de nettes différences d'appréciation apparaissent entre Français et Allemands.

Les Allemands pointent du doigt deux éléments en particulier. 60% d'entre eux estiment indispensable d'exiger des immigrants des connaissances suffisantes en langue allemande. Presque autant pensent par ailleurs que l'intégration pourrait être améliorée grâce à une meilleure intégration scolaire dès le plus jeune âge.

*« Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, seraient les plus efficaces pour favoriser l'intégration des personnes immigrées? »*



*Données en pourcentages*

Les Français se montrent moins convaincus par l'utilité de ces deux mesures. Seuls 37% d'entre eux considèrent que l'une ou l'autre pourrait produire un effet positif sur l'intégration des personnes immigrées. Ils privilégient plutôt, à 44%, la transmission de connaissances de base sur les principales lois et traditions du pays. Un aspect qui, dans la perspective des Allemands, revêt une importance plutôt secondaire (33%).

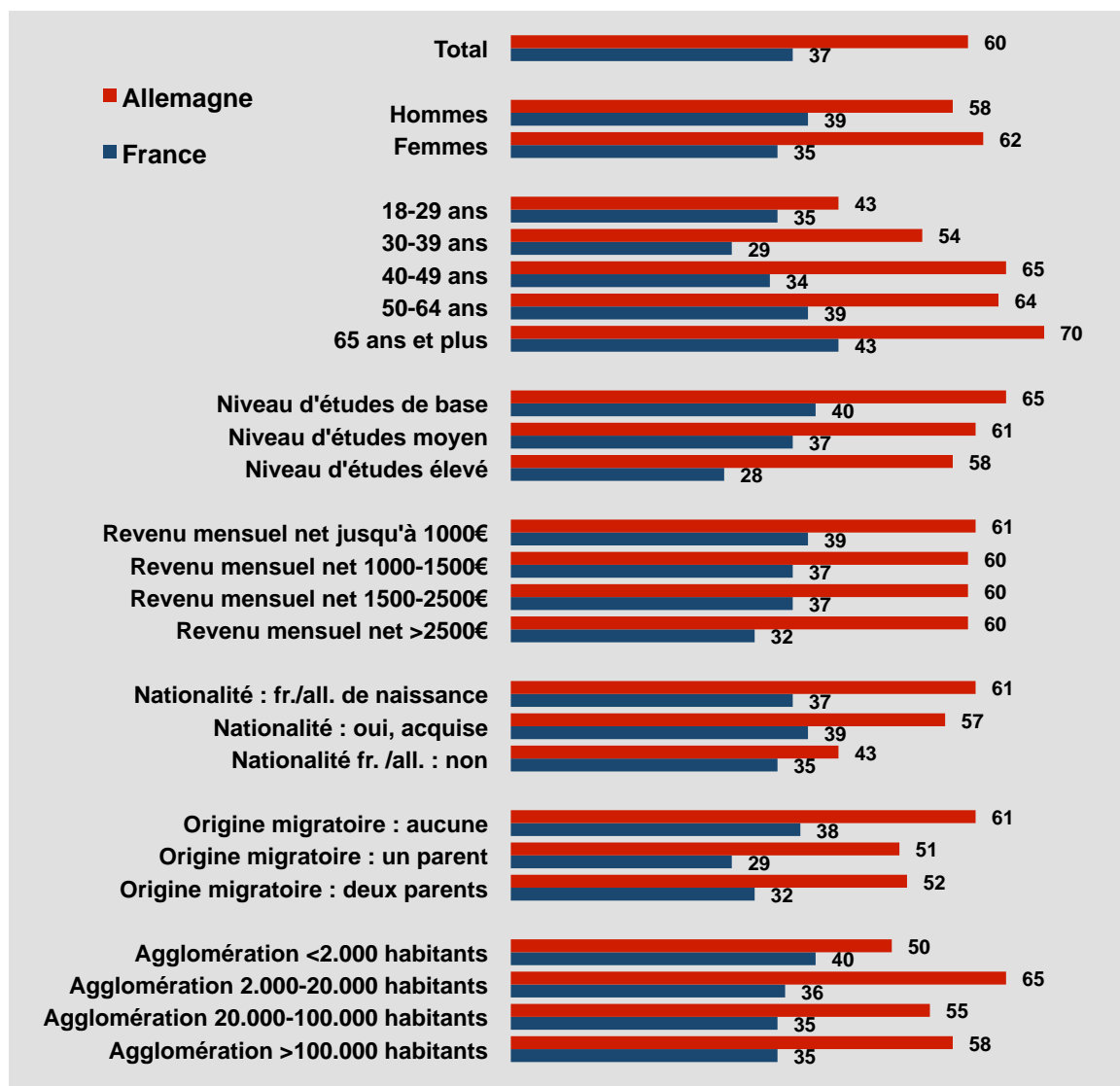
Dans les deux pays, une personne sur cinq estime qu'une meilleure mixité sociale dans les villes favoriserait l'intégration alors qu'une personne sur dix juge qu'une meilleure représentation politique des immigrants est importante.

Si seuls 8% des Allemands estiment que freiner l'immigration permettrait d'améliorer l'intégration, cette proposition est approuvée par 17% des Français.

Dans l'appréciation de l'efficacité des différentes mesures, des résultats différents apparaissent dans les deux pays selon que les personnes sont issues ou non de l'immigration d'une part, et qu'elles disposent ou non de la nationalité française ou allemande, d'autre part. Deux domaines, la

formation et les connaissances linguistiques, suscitent par ailleurs des réponses sensiblement différentes selon l'âge et le niveau d'études des personnes interrogées, et cela de façon beaucoup plus marquée en Allemagne qu'en France.

*Mesures favorisant une meilleure intégration des personnes immigrées : « exiger une maîtrise de la langue... »*



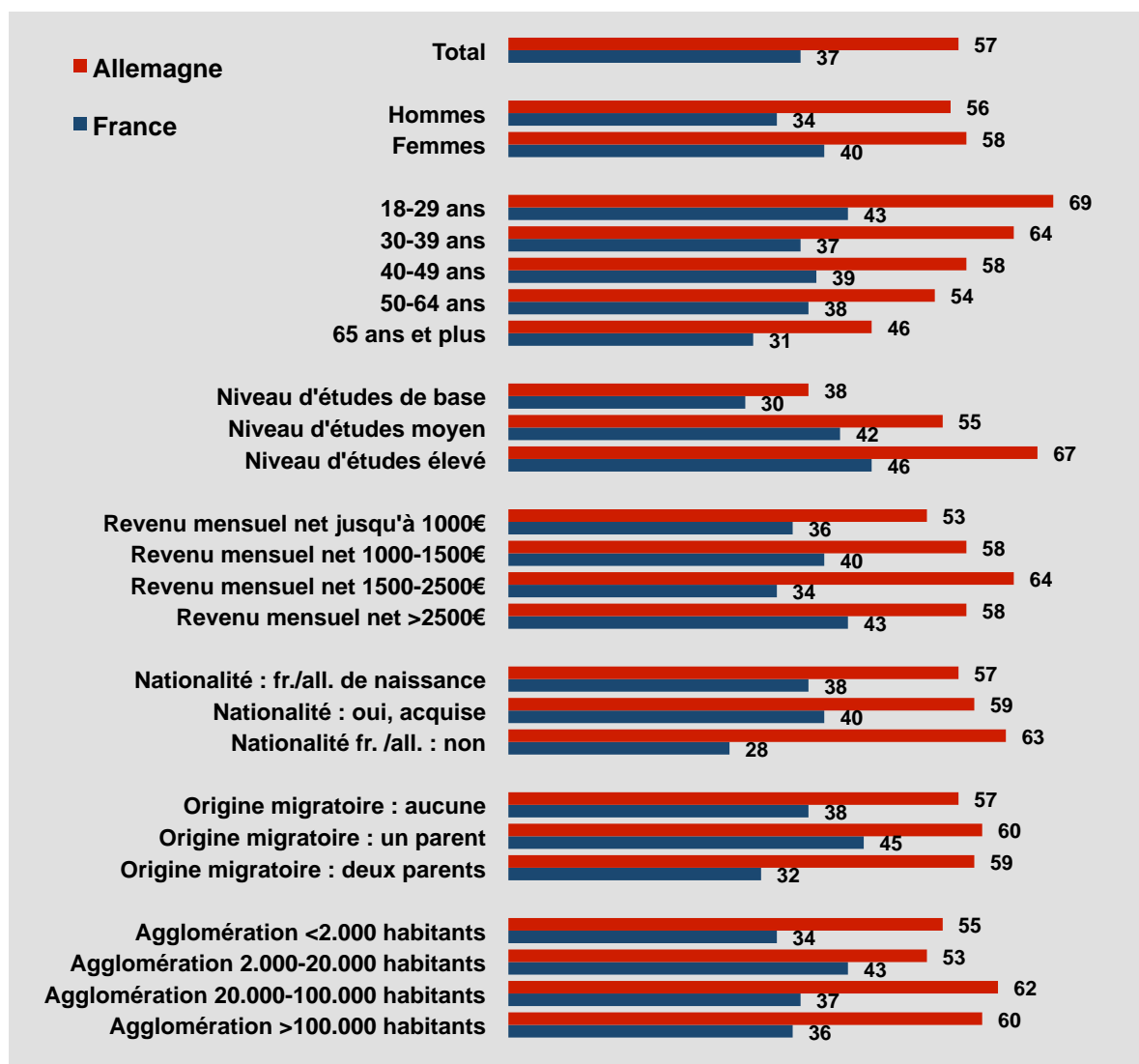
Données en pourcentages

L'opinion selon laquelle les capacités d'intégration des étrangers augmentent avec la maîtrise de la langue remporte chez les Allemands un assentiment d'autant plus grand qu'ils sont plus âgés. Si 43% des moins de 30 ans considèrent la maîtrise de la langue comme primordiale, ils sont 70% à le penser chez les 65 ans et plus. Cette corrélation est également observable en France, mais elle est beaucoup plus atténuée.

Pour les personnes faiblement qualifiées, la connaissance de la langue du pays est perçue comme plus importante que pour ceux qui disposent d'une qualification plus élevée. Cette corrélation est plus marquée en France qu'en Allemagne. Pour les étrangers vivant en Allemagne, cette exigence

apparaît beaucoup moins importante que pour ceux qui détiennent la nationalité allemande (43% vs. 61%). Le critère de la nationalité n'influe pas de la sorte en France.

*Mesures favorisant une meilleure intégration des personnes immigrées : « assurer une meilleure intégration scolaire... »*



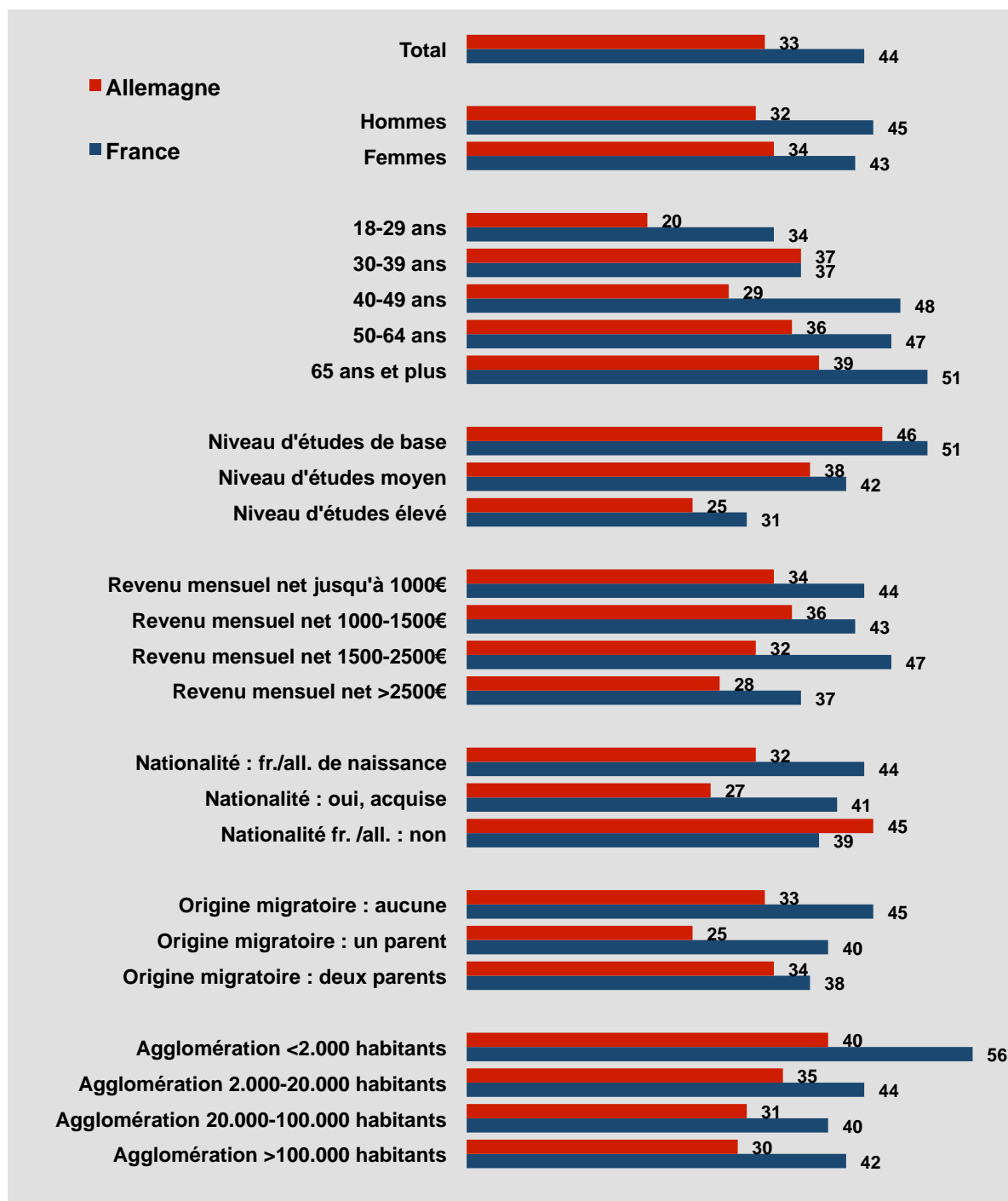
Données en pourcentages

Plus de deux tiers des jeunes Allemands (jusqu'à 29 ans) estiment qu'une meilleure intégration scolaire des enfants d'immigrés serait utile. Cette estimation baisse de façon continue à mesure que l'âge des personnes interrogées augmente : seuls 46% des plus de 65 ans jugent que cette mesure puisse être efficace. Une telle corrélation est repérée également en France, mais de façon plus atténuée.

Dans les deux pays, plus le niveau d'études est élevé, plus on estime qu'une amélioration de l'intégration scolaire est primordiale. Cette corrélation est plus forte en Allemagne qu'en France. En Allemagne, la différence entre les opinions des personnes faiblement et fortement qualifiées sur cette question atteint 29%, quand elle n'est que de 16% en France.

Seul un tiers des étrangers vivant en France considère qu'une amélioration de l'intégration scolaire serait susceptible de renforcer l'intégration en général, alors que 63% des étrangers vivant en Allemagne sont de cet avis. En France, les personnes dont aucun des deux parents n'est issu de l'immigration estiment que l'intégration par l'école est moins primordiale, à l'inverse de ceux dont au moins un des parents est d'origine immigrée. En Allemagne, sur cette question, l'origine ne joue pratiquement aucun rôle.

*Mesures favorisant une meilleure intégration des personnes immigrées : « Obliger les immigrés à connaître les principales lois et traditions du pays... »*



Données en pourcentages

Les jeunes générations des deux pays (en particulier en France) estiment que la connaissance des traditions et des valeurs est moins utile que les personnes d'âge moyen et les personnes âgées (34% des 18-29 ans *vs.* 51% des 65 ans et plus en France, et respectivement 20% *vs.* 39% en Allemagne).

La taille des agglomérations dans lesquelles vivent les enquêtés joue aussi puisque les habitants de communes faiblement peuplées (moins de 2 000 habitants), en France comme en Allemagne, valorisent plus fortement le critère de la connaissance des traditions et lois du pays d'accueil.

En France comme en Allemagne, on peut observer une même tendance : plus la qualification est élevée, moins on croit que la connaissance des lois et traditions du pays puisse jouer un rôle quelconque dans l'intégration des immigrés.

Le rôle intégrateur de la connaissance des traditions et des valeurs est perçu comme plus important chez les personnes ne possédant pas la nationalité allemande (45%) que pour ceux ayant acquis la nationalité (27%) ou ceux de nationalité allemande (32%). La différence de réponses entre ces trois catégories de personnes en France est à l'inverse minime.

## 2.4 La France et l'Allemagne profitent-elles de l'immigration ?

Comment est perçue l'immigration en France et en Allemagne ? Quels bénéfices apporte-t-elle aux yeux des citoyens de ces deux pays ?

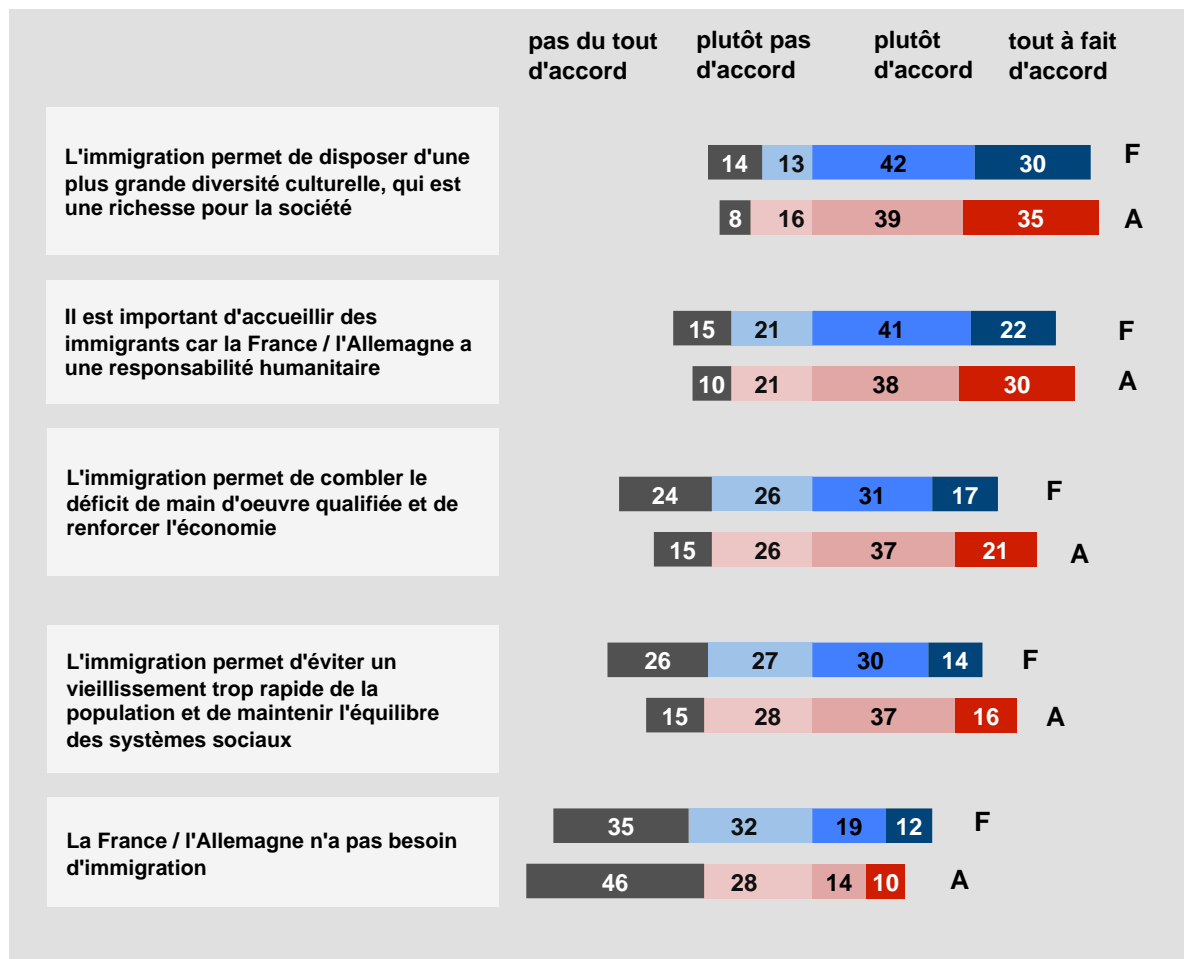
Pour les Français comme pour les Allemands, l'immigration apporte richesse et diversité culturelles à leur société. Plus de sept personnes sur dix, en France comme en Allemagne, se déclarent tout à fait ou plutôt d'accord avec cette affirmation.

Plus de 60% des personnes interrogées en France et en Allemagne considèrent que leur pays doit accueillir des immigrants en fonction d'exigences humanitaires.

En Allemagne, pour plaider en faveur de l'immigration, l'argument selon lequel celle-ci permettrait de combler le déficit de main d'œuvre qualifiée est souvent avancé. C'est un point de vue partagé par une majorité des Allemands (58%). En France, cet aspect est nettement moins important aux yeux des enquêtés (48%).

Les Allemands sont également plus nombreux que les Français à considérer que l'immigration permet de faire face au vieillissement accru de leur population et donc de maintenir l'équilibre des systèmes sociaux (53% *vs.* 44%).

« Voici différentes affirmations au sujet de l'immigration. Pour chacune d'entre elles, dites si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord »

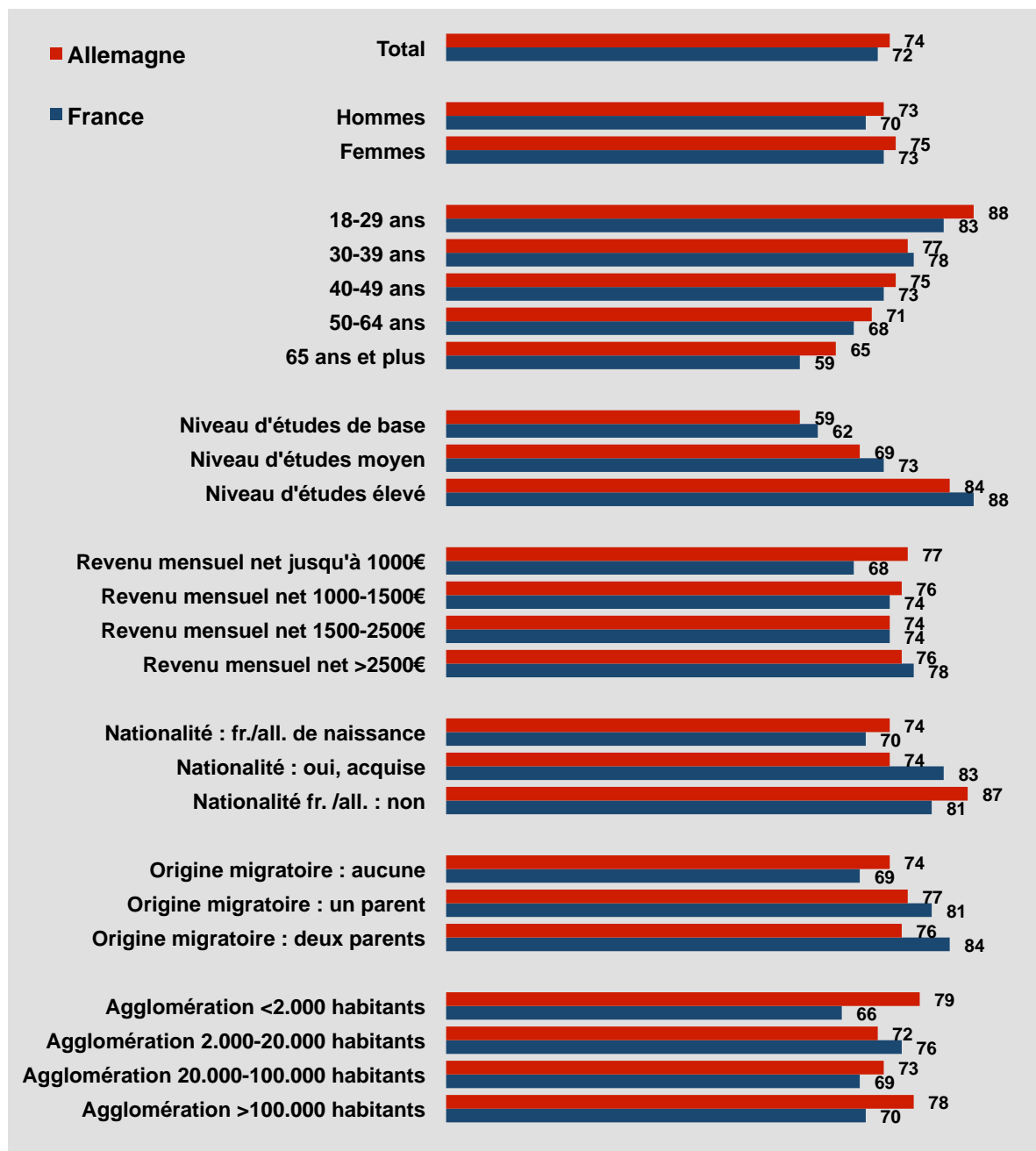


Données en pourcentages

Les différences relatives au marché du travail et à la situation démographique entre ces deux pays jouent manifestement un rôle dans l'appréciation de ces deux affirmations.

Soulignons enfin que des deux côtés du Rhin, 31% des Français et 24% des Allemands estiment que leur pays n'a pas besoin d'immigration. Ils sont 46% en Allemagne à n'être « pas du tout d'accord » avec cette affirmation et 35% en France.

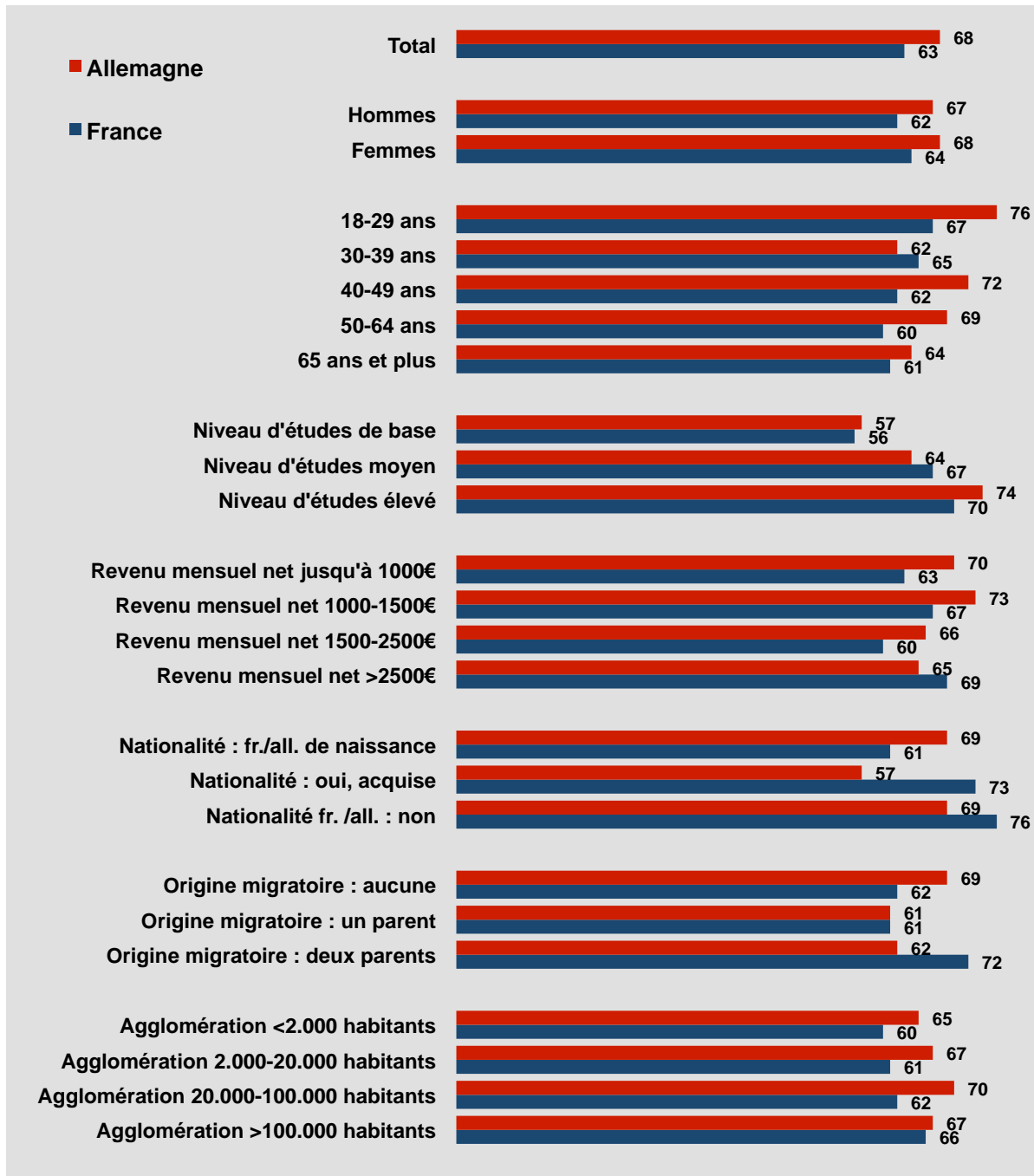
« L'immigration permet à la France/ l'Allemagne de disposer d'une plus grande diversité culturelle, ce qui est une richesse pour la société » : plutôt d'accord / tout à fait d'accord



Données en pourcentages

En France, plus les personnes ont un niveau de qualification élevé, plus ils voient dans l'immigration un enrichissement culturel. En Allemagne, 88% des personnes très qualifiées approuvent cette affirmation. Dans les deux pays, plus on avance en âge, moins on souscrit à l'affirmation selon laquelle l'immigration permettrait de développer la diversité culturelle. En France en outre, plus on a des origines étrangères, plus on croit à cet effet.

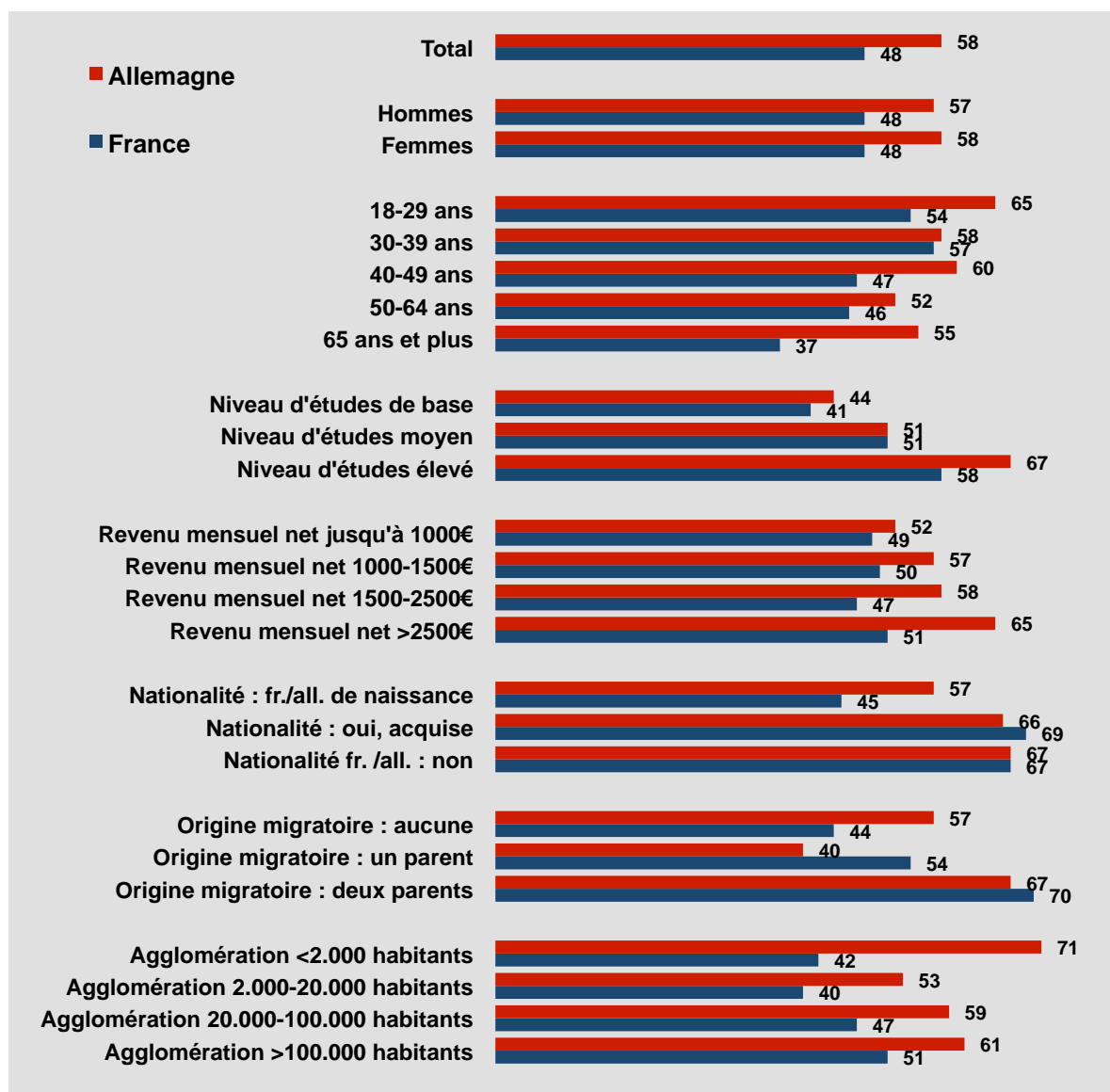
« Il est important d'accueillir des immigrants, car la France / l'Allemagne a une responsabilité humaine » : plutôt d'accord / tout à fait d'accord



Données en pourcentages

Dans les deux pays, ce sont surtout les jeunes qui voient dans l'accueil des étrangers un devoir de responsabilité humaine. De même, aussi bien en France qu'en Allemagne, plus le niveau de qualification augmente, plus on la tient pour une responsabilité importante.

« L'immigration permet à la France / l'Allemagne de faire face au manque de main d'œuvre qualifiée et ainsi de renforcer son économie » : plutôt d'accord / tout à fait d'accord

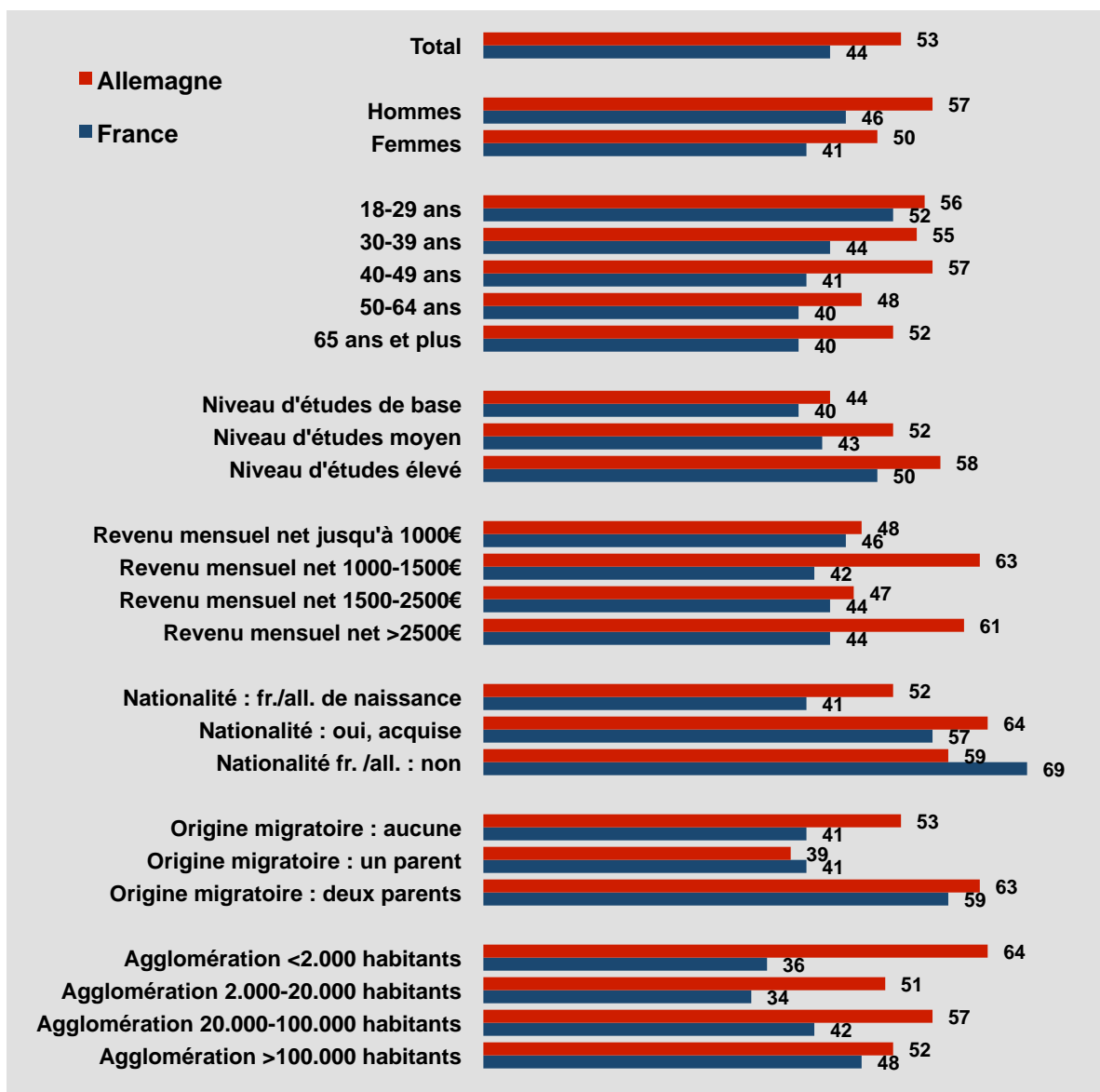


Données en pourcentages

Dans les deux pays, l'idée que l'on puisse lutter contre le manque de main d'œuvre qualifiée par l'immigration apparaît d'autant plus plausible que les personnes disposent d'une qualification plus élevée.

En général, l'argument du manque de main d'œuvre qualifiée perd en importance à mesure que les personnes interrogées avancent en âge. Cela est valable aussi bien en France qu'en Allemagne. En France et en Allemagne l'origine des personnes interrogées joue également un rôle important. Lorsque les deux parents sont d'origine étrangère, les enquêtés français jugent à 70% que l'immigration permet de faire face au manque de main d'œuvre qualifiée, contre 44% en l'absence de toute origine étrangère. En Allemagne, ces chiffres s'élèvent respectivement à 67% et 57%.

« L'immigration permet à la France/ l'Allemagne d'éviter un vieillissement trop rapide de sa population et de maintenir l'équilibre des systèmes sociaux » : plutôt d'accord / tout à fait d'accord

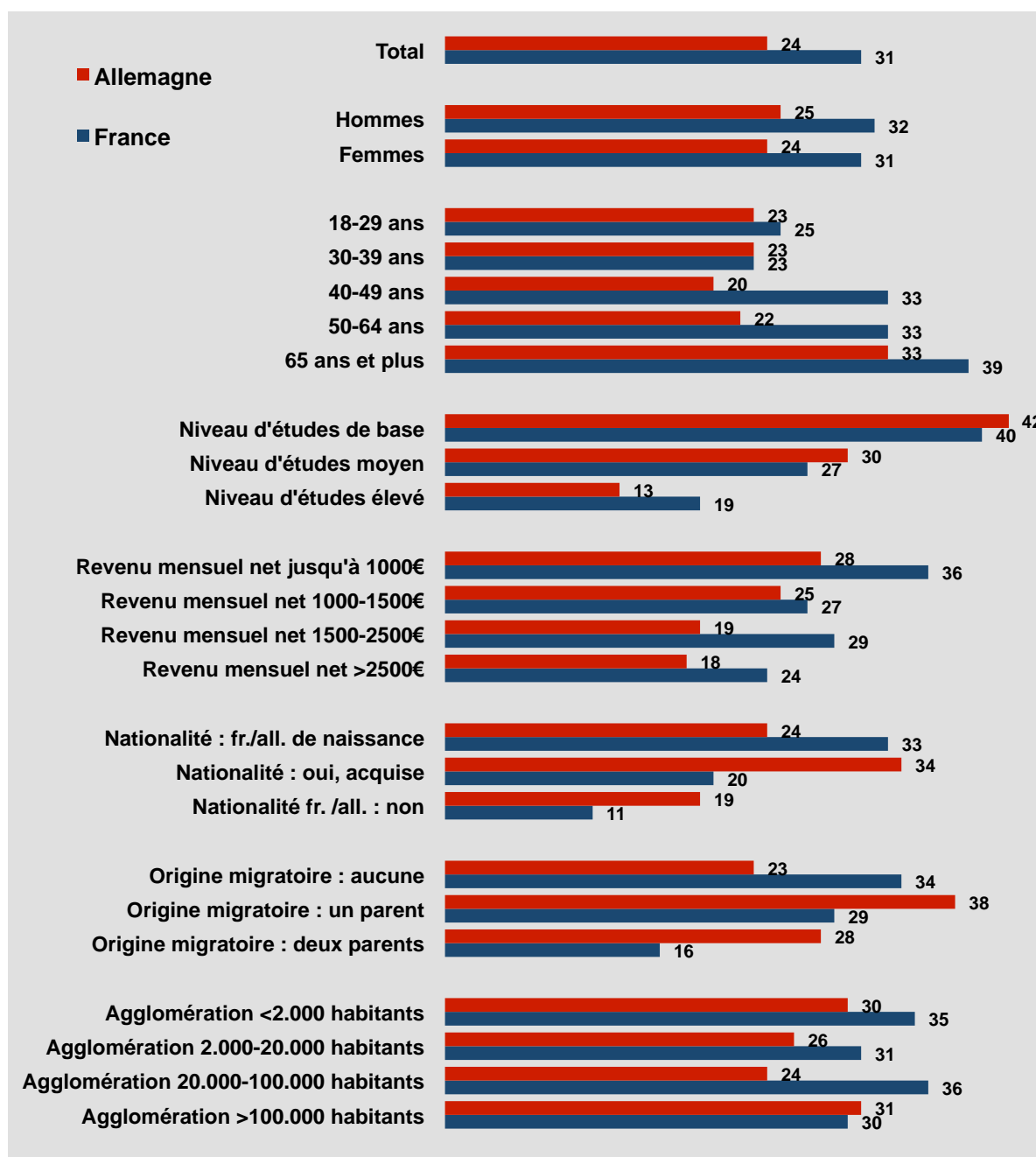


Données en pourcentages

L'affirmation selon laquelle l'immigration permettrait d'assurer la pérennité des systèmes sociaux rencontre en France un écho supérieur à la moyenne chez les 18-29 ans, tandis qu'en Allemagne, ce sont surtout les plus de 40 ans qui approuvent cette affirmation.

Dans les deux pays, plus le niveau de qualification augmente, plus on croit à l'effet positif de l'immigration sur l'équilibre des systèmes sociaux.

« La France / l'Allemagne n'a pas besoin d'immigration » : plutôt d'accord / tout à fait d'accord



Données en pourcentages

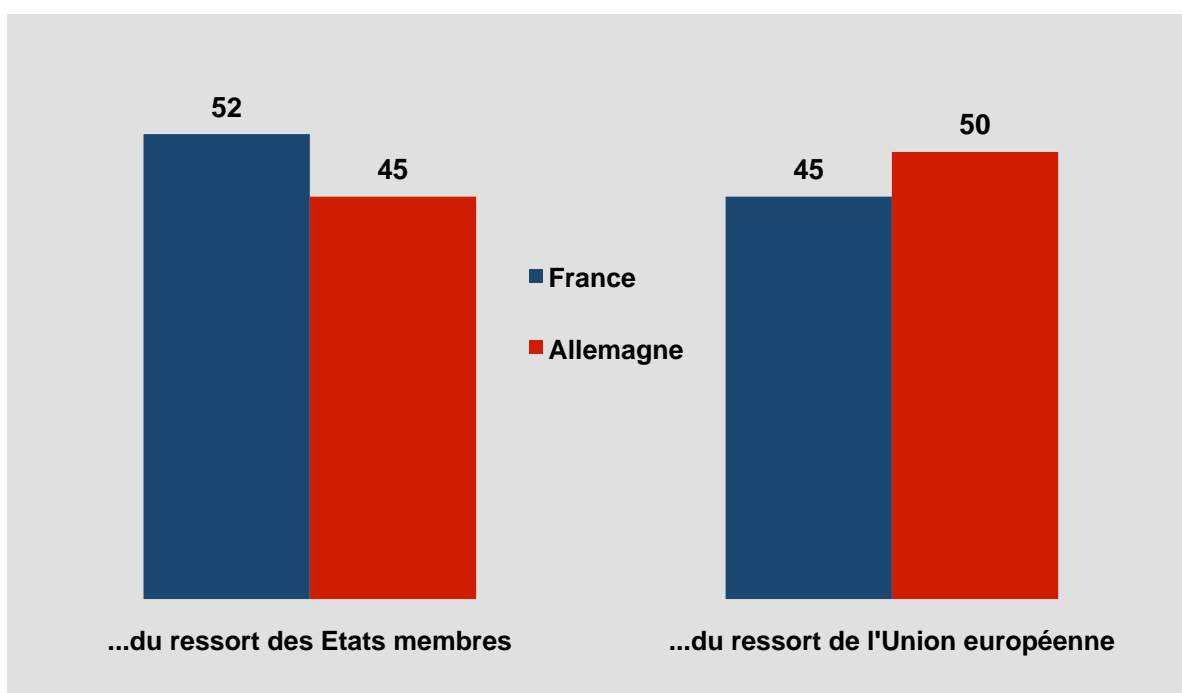
Les personnes les plus hostiles à l'immigration se retrouvent, dans les deux pays, parmi les plus de 65 ans (33% en Allemagne, 39% en France) De même, le rejet est d'autant plus fort que le niveau de diplômes est faible.

En Allemagne, 34% des personnes ayant acquis la nationalité allemande considèrent que ce pays n'a pas besoin d'immigration alors qu'en France cette proportion s'élève à 20%. En revanche, 33% des personnes de nationalité française sont d'accord avec cette affirmation contre 24% des enquêtés de nationalité allemande.

## 2.5 La politique d'immigration : un ressort de l'Union européenne ou des États ?

La nécessité d'un renforcement de l'action communautaire en matière de politique d'immigration est relativement moins ressentie en France qu'en Allemagne. En effet, 50% des Allemands se prononcent en faveur de compétences accrues de l'Union européenne sur cet enjeu, contre 45% en France.

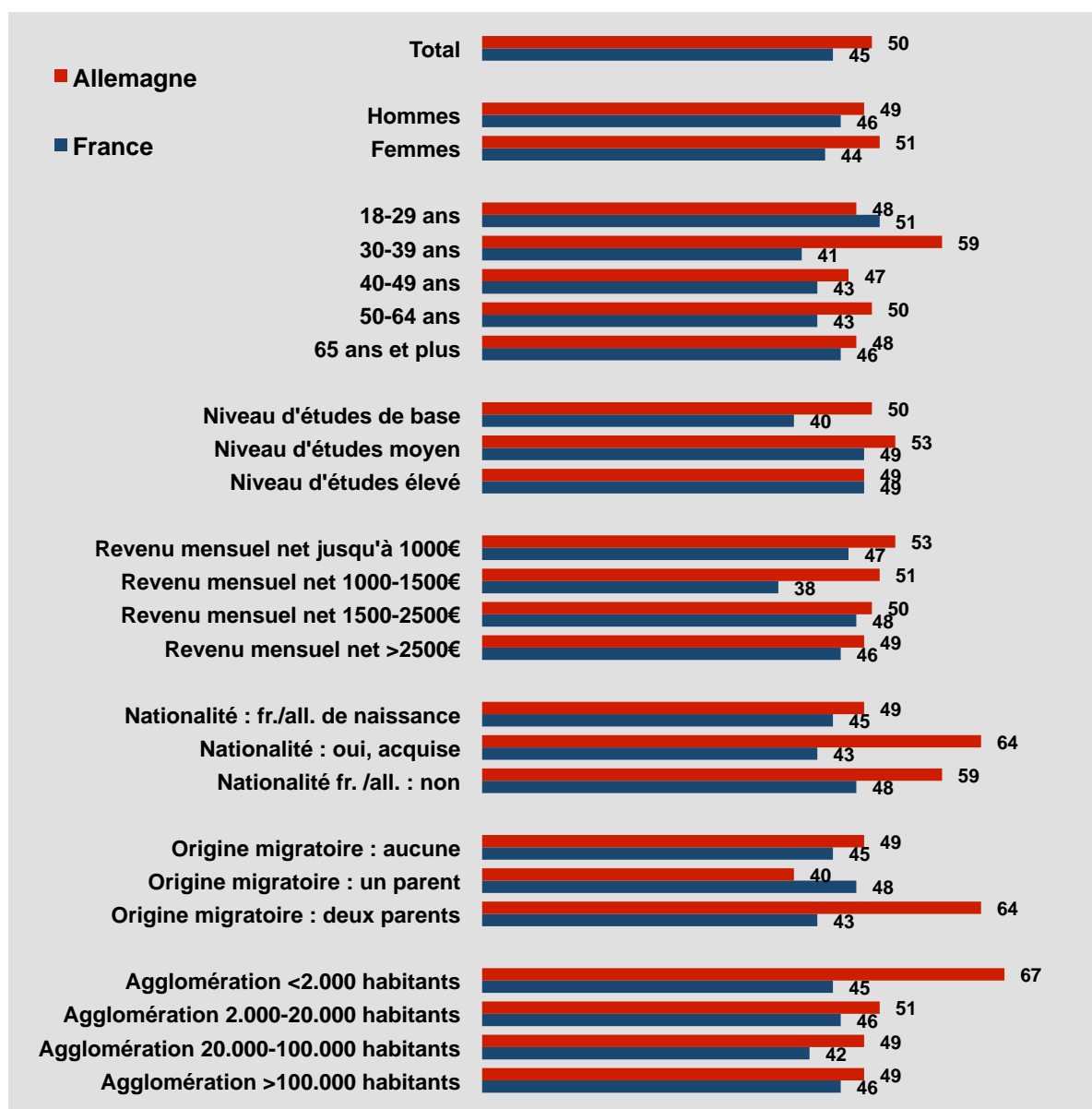
« Selon vous, la mise en place d'une politique d'immigration doit être... ? »



Données en pourcentages

Un Allemand sur deux plaide pour une politique commune en matière d'immigration, quand 45% y voient une compétence exclusive de la République fédérale. 52% des enquêtés français considèrent en revanche que la mise en place d'une politique d'immigration doit plutôt être du ressort des États membres.

« La politique d'immigration doit être plutôt du ressort de l'Union européenne »



Données en pourcentages

Les personnes ayant acquis la nationalité allemande souhaitent à 64% que la politique d'immigration soit du ressort de l'Union européenne, alors que seulement 49% de ceux nés allemands se prononcent en ce sens. Les étrangers se trouvant en Allemagne penchent également en faveur de l'échelon communautaire pour faire face aux enjeux de l'immigration (59%). En France, l'origine des enquêtés et la nationalité n'influent que peu sur les réponses.

En Allemagne, ce sont les 30-39 ans qui sont les plus nombreux à se prononcer en faveur d'une communautarisation de la politique d'immigration, en France, les 18-29 ans.

Le niveau d'études n'influe pas en Allemagne sur les réponses des personnes interrogées. Les Français disposant d'un faible niveau d'études sont par contre plus sceptiques vis-à-vis d'une politique d'immigration commune que les enquêtés davantage diplômés.

### 3. Méthodologie et questionnaire

#### 3.1 Méthodologie

Cette analyse se base sur une enquête menée auprès de 1000 personnes résidant en France et en Allemagne. En France, les entretiens ont été menés par Harris Interactive, entre le 20 et le 26 septembre 2011. En Allemagne, les entretiens ont été menés par Gessgroup, entre le 21 et le 30 septembre 2011.

Dans les deux pays, les entretiens téléphoniques ont été réalisés selon la méthode CATI. L'échantillon a été choisi selon la méthode des quotas en fonction de l'âge et du sexe.

Pour augmenter le nombre de personnes d'origine immigrée dans l'échantillon, les enquêteurs, contrairement aux pratiques habituellement employées, n'ont pas interrogé exclusivement des personnes inscrites sur les listes électorales du pays mais, selon la méthode du dernier anniversaire, toute personne potentiellement capable de répondre aux questions en français ou en allemand.

La marge d'erreur est de +/- 1,8%.

#### 3.2 Questionnaire

##### 1ère partie : Les relations franco-allemandes et l'Union européenne

1. **« Selon vous, quel pays dans l'Union européenne est le partenaire le plus important de la France / de l'Allemagne ? »** (*question ouverte, réponses spontanées*)
2. **« Donnez une note entre 1 et 10 pour indiquer l'importance que vous accordez aux relations franco-allemandes pour l'avenir de l'Union européenne. 1 signifie que selon vous ces relations ne sont pas du tout importantes pour l'avenir de l'UE, et 10 signifie qu'elles sont très importantes, les notes intermédiaires vous permettant de nuancer votre jugement. »**
3. **« Donnez une note entre 1 et 10 pour indiquer l'état actuel, selon vous, des relations franco-allemandes. 1 signifie que selon vous ces relations sont très mauvaises, et 10 signifie qu'elles sont très bonnes, les notes intermédiaires vous permettant de nuancer votre jugement. »**
4. **Souhaitez-vous qu'à l'avenir l'Union européenne...?**
  1. Dispose de plus de pouvoirs et que les États de l'Union européenne en aient moins
  2. Dispose de moins de pouvoirs et que les États de l'Union européenne en aient plus
  3. Dispose de ni plus ni moins de pouvoirs

2<sup>ème</sup> partie : Immigration et Intégration

5. **« Selon vous, l'intégration des personnes immigrées arrivant aujourd'hui en France fonctionne-t-elle très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal ? »**
- Très bien
  - Plutôt bien
  - Plutôt mal
  - Très mal
6. **« Parmi les propositions suivantes, quelles sont les deux qui, selon vous, seraient les plus efficaces pour favoriser l'intégration des personnes immigrées ? »**
1. Améliorer l'intégration scolaire des enfants dès le plus jeune âge
  2. Mener une politique de la ville visant une meilleure mixité sociale
  3. Favoriser une meilleure représentativité politique des personnes immigrées
  4. Obliger les immigrés à connaître le Français
  5. Obliger les immigrés à connaître les principales lois et traditions françaises
  6. Empêcher l'arrivée de nouvelles personnes immigrées
  7. Aucune de ces propositions
7. **« Voici différentes affirmations au sujet de l'immigration. Pour chacune d'entre elles, vous me direz si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord »**
1. L'immigration permet à la France/l'Allemagne de faire face au manque de main d'œuvre qualifiée et ainsi de renforcer son économie
  2. L'immigration permet à la France/l'Allemagne d'éviter un vieillissement trop rapide de sa population et de maintenir l'équilibre des systèmes sociaux
  3. Il est important d'accueillir des immigrants, car la France/l'Allemagne a une responsabilité humanitaire
  4. L'immigration permet à la France/l'Allemagne de disposer d'une plus grande diversité culturelle, qui est une richesse pour la société
  5. La France / l'Allemagne n'a pas besoin de l'immigration
8. **« Selon vous, quels sont, parmi la liste suivante, les deux principaux obstacles à l'intégration des personnes immigrées dans la société française ? »**
1. Les mentalités d'une partie des Français/des Allemands qui ne se montrent pas très ouverts, tolérants
  2. Le manque de volonté des personnes immigrées de s'intégrer dans la société française /allemande
  3. L'absence de mixité dans les villes
  4. L'absence de volonté politique favorisant cette intégration
  5. L'absence de travail que la France/l'Allemagne peut proposer aux personnes immigrées
  6. Les trop grandes différences qui existent en termes de culture, de religion ou de mode de vie
  7. Aucun

9. « Selon vous, la mise en place d'une politique d'immigration doit être...? »
1. Plutôt du ressort de chacun des États
  2. Plutôt du ressort de l'Union européenne

### 3.3 Filtres statistiques

- **Sexe**

Homme

Femme

- **Âge**

18-29 ans

30-39 ans

40-49 ans

50-64 ans

65 ans et plus

- **Niveau d'études**

Inférieur au bac

Bac à bac + 2

Supérieur à bac +2

- **Catégorie socioprofessionnelle**

Cadre supérieurs - Professions libérales

Professions intermédiaires

Employés

Ouvriers

Retraités

Inactifs

Autres inactifs

- **Revenus nets mensuels**

< 500 Euros

De 500 à 1.000 Euros

De 1001 à 1500 Euros

De 1501 à 2500 Euros

Plus de 2500 Euros

- **Taille d'agglomération**

Agglomération de moins de 2 000 habitants

Agglomération de 2 000 à moins de 20 000 habitants

Agglomération de 20 000 à moins de 100 000 habitants

Agglomération de plus de 100 000 habitants

- **Nationalité française/allemande**
  - Oui, de naissance
  - Oui, par acquisition
  - Non
  
- **Nationalité française/allemande des parents ?**
  - Deux parents de nationalité française/allemande par naissance
  - Un seul parent de nationalité française/allemande par naissance
  - Aucun parent de nationalité française/allemande par naissance
  
- **Religion**
  - Catholique ou évangélique
  - Autre religion
  - Dont musulman
  
- **Préférences politiques**



## À propos de la Fondation Genshagen

La Fondation Genshagen est une fondation de droit civil reconnue d'intérêt général et à but non lucratif, financée par le Land de Brandebourg et le Délégué du gouvernement fédéral à la Culture et aux Médias. Née d'une initiative commune de Brigitte Sauzay, ancienne Conseillère du Chancelier pour les relations franco-allemandes, et de Rudolf von Thadden, historien, la Fondation Genshagen conduit des projets internationaux de grande envergure depuis près de vingt ans. Elle est une plateforme d'échanges entre les acteurs des mondes politique, économique, scientifique et culturel. Son objectif est de promouvoir avant tout le dialogue entre l'Allemagne et la France, mais également avec la Pologne, pour faire vivre le « Triangle de Weimar » au sein de la société civile. La fondation est résolument européenne comme en témoignent la composition de ses organes de décision – le Directoire, le Conseil d'administration et le Conseil consultatif – de son équipe de collaborateurs, ainsi que ses deux domaines d'activités : le « Dialogue artistique et culturel en Europe » et le « Dialogue européen ». Ce dernier se consacre à la réflexion sur l'avenir politique, économique et social de l'Europe, la cohésion interne de l'Union et son rôle dans le monde : le *Forum de Genshagen* est un outil de cette réflexion.

[www.stiftung-genshagen.de](http://www.stiftung-genshagen.de)

### Contacts :

Chantal Mairesse  
Chargée de projets  
Courriel : [mairesse@stiftung-genshagen.de](mailto:mairesse@stiftung-genshagen.de)  
Tel. +49 3378 805936

Nina Henke  
Relations publiques  
Courriel : [henke@stiftung-genshagen.de](mailto:henke@stiftung-genshagen.de)  
Tel. +49 3378 805995

# INSTITUT MONTAIGNE



## À propos de l'Institut Montaigne

Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne est un *think tank* (laboratoire d'idées) indépendant, créé en 2000 par Claude Bébéar. Son ambition est de nourrir les débats afin d'impacter et d'infléchir les politiques publiques pour développer les atouts de la France dans la mondialisation. Depuis sa création, l'objectif de l'Institut est d'associer la société civile, et notamment les entreprises, à la définition des politiques publiques afin d'améliorer l'environnement économique et social français.

L'Institut est ouvert à tous les courants de pensée qui promeuvent l'économie de marché et la cohésion sociale. Il ne reçoit aucune subvention publique et aucun de ses adhérents ne contribue pour plus de 2% à son budget annuel. Ses travaux débouchent toujours sur des propositions d'intérêt général. Son autonomie est garantie par une gouvernance à deux niveaux : un Comité directeur et un Conseil d'orientation s'assurent de la qualité des travaux conduits.

La cohésion sociale, la modernisation de l'action publique ainsi que les stratégies économiques et européennes sont les trois grands thèmes qui structurent son activité éditoriale et événementielle. L'Institut Montaigne est convaincu que l'Europe doit demeurer au cœur de tout projet politique et économique français. A cette fin, la relation franco-allemande, moteur historique de la construction européenne, est déterminante pour impulser de nouveaux grands projets d'envergure européenne et internationale.

[www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)

### Contacts :

Maylis Brandou  
Chargée d'études / Responsable partenariats  
Courriel : [mbrandou@institutmontaigne.org](mailto:mbrandou@institutmontaigne.org)  
Tel. +33 1 5818 3922

Michaël Cheylan  
Directeur des affaires publiques  
Courriel : [mcheylan@institutmontaigne.org](mailto:mcheylan@institutmontaigne.org)  
Tel. +33 1 5818 3926

# dimap communications

## À propos de dimap communications

dimap communications GmbH (dicomm) est l'agence de communication spécialisée dans le conseil aux entreprises et aux associations au sein du groupe dimap. Cette agence a été créée en 2002. Elle est dirigée par Ralf Welt, ancien directeur communication de Procter & Gambler en Allemagne, en Autriche et en Suisse et ancien président de la commission affaires politiques de la Chambre de commerce américaine en Allemagne.

Le groupe dimap s'est développé à partir de l'Institut d'études de marché et d'analyse politique (dimap), créé en 1995 à Bonn et qui compte aujourd'hui parmi les instituts de sondage leaders en Allemagne. Depuis 1996, Infratest dimap, un regroupement de TNS Infratest et de dimap, couvre en exclusivité pour la première chaîne publique allemande les élections régionales, fédérales et européennes. L'agence spécialisée dans le conseil en communication, dimap consult a été créée en 2000. Elle compte parmi ses clients aussi bien des PME, que des entreprises internationales ou cotées en bourse, des associations et des institutions politiques au niveau régional et fédéral. Le groupe dimap compte près de 50 collaborateurs présents à Berlin, Bonn, Hambourg et Munich.

[www.dimap-communications.de](http://www.dimap-communications.de)

### Contact :

Ralf Welt  
Associé, directeur exécutif  
dimap communications GmbH  
Ermelerhaus  
Märkisches Ufer 10  
10179 Berlin

Tel. : +49 (30) 59 00 01 10  
Fax : +49 (30) 59 00 01 20  
Courriel : [r.welt@dimap-communications.de](mailto:r.welt@dimap-communications.de)

G